

**Analyse de l'investissement
du CEPF sur une période de cinq ans :
Forêts guinéennes de l'Afrique de l'Ouest
Hotspot de biodiversité**

Écosystème forestier de Haute Guinée

Rapport spécial
Octobre 2006

TABLE DES MATIÈRES

Survol	3
Rapport sur la structure logique de 5 ans du CEPF	14
Liste des subventions approuvées par le CEPF	18
Rapport sur la Conférence CEPF/UICN.....	33
Analyse de l'investissement du CEPF sur une période de cinq ans dans les forêts guinéennes de l'Afrique de l'Ouest.....	35
Nature et pauvreté en Afrique de l'Ouest	48

SURVOL

En 2001, le Fonds de Partenariat pour les Écosystèmes Critiques (CEPF) a choisi le hotspot de biodiversité des forêts guinéennes de l'Afrique de l'Ouest comme l'une des trois régions bénéficiaires d'un investissement, en raison de sa biodiversité exceptionnelle et des nombreuses menaces qui planaient sur lui à cette époque.

Ce rapport spécial sur les cinq années d'investissement du CEPF dans le hotspot a été rédigé en tenant compte de l'expérience du CEPF, des leçons apprises et des activités de supervision du projet, notamment les rapports finaux compilés par les groupes de la société civile soutenus durant cette période. Tous les rapports finaux sur les projets sont disponibles dans la section des Publications du site Web du CEPF au www.CEPF.net.

Le rapport est également inspiré des résultats d'un questionnaire soumis en 2006 aux bénéficiaires de subvention, et d'un atelier d'évaluation mené en avril 2006, et auquel plus de 70 participants de la région et d'ailleurs ont assisté. Un sommaire de cet atelier, organisé par Environmental Foundation for Africa et Environmental Forum for Action, est présenté dans ce rapport.

Le CEPF est une initiative conjointe de Conservation Internationale, du Fonds pour l'environnement mondial, du gouvernement du Japon, de la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur, et de la Banque Mondiale. L'un des principaux objectifs consiste à rassembler les organisations non gouvernementales (ONG), les groupes communautaires et d'autres secteurs de la société civile, afin qu'ils s'impliquent dans la conservation de la biodiversité.

Niche du CEPF

Le hotspot des forêts guinéennes de l'Afrique de l'Ouest représente la portion guinéenne des forêts guinéennes-congolienne, et comporte deux blocs importants : l'écosystème forestier de Haute Guinée, et la forêt de la Basse Guinée. Le point central de l'investissement du CEPF, soit l'écosystème forestier de Haute Guinée, s'étend de la Guinée jusqu'à l'Est de la Sierra Leone, vers l'est jusqu'à l'Ouest du Togo, en passant par le Liberia, la Côte d'Ivoire et le Ghana.

Le hotspot comporte d'impressionnants niveaux de biodiversité et des espèces uniques ou de l'endémisme. Environ 9 000 espèces de plantes vasculaires se trouvent dans le hotspot, notamment des collections importantes d'espèces de plantes endémiques. Il existe 785 espèces d'oiseaux, plus de 200 reptiles et près de 225 amphibiens, bien que les connaissances sur la faune herpétologique soient inadéquates. La diversité mammaire est exceptionnelle, car près du quart des mammifères natifs de l'Afrique continentale sont représentés. Plus de 60 sont endémiques au hotspot. Le hotspot est l'une des priorités de la conservation des primates : cinq espèces sont critiqueusement menacées, et 21 autres sont menacées ; 92 pour cent des primates du hotspot sont endémiques.

Durant la période d'investissement, la biodiversité de la région a dû faire face à de grandes menaces, la plus grave et la plus persistante étant le conflit civil. De la période de tension à la récupération post-conflit, en passant par la guerre, le conflit constitua un défi omniprésent pour ceux qui cherchaient à assurer la conservation des espèces. Les conflits au Liberia, en Côte d'Ivoire et au Togo ont causé différents niveaux d'empiétement et d'agitation. La Sierra Leone ne s'est pas encore totalement remise du conflit civil qui toucha la région pendant des années. Le flux de réfugiés d'un pays à l'autre est un problème constant, car les gens arrivent sans aucune

ressource et exigent à tout le moins de la nourriture, un logement et du combustible. Les vastes camps de réfugiés déboisent les forêts avoisinantes pour obtenir du bois à brûler, et consomment toute la faune. Les réfugiés qui reviennent constituent un défi semblable. L'agitation civile fut, et continue d'être l'un des facteurs qui empêchent le plus les principaux dépositaires d'enjeux à atteindre leurs objectifs de conservation.

Un autre facteur très important dont il faut tenir compte est la pauvreté. Plusieurs habitants des régions dépendent des ressources naturelles pour survivre. Le chômage peut accentuer l'agitation sociale et stimuler la migration humaine, les tensions ethniques et les conflits touchant les régimes fonciers. Tous ces facteurs étaient présents durant la période d'investissement du CEPF, et plusieurs existent encore aujourd'hui.

Le déboisement causé par l'exploitation forestière commerciale et l'agriculture itinérante pour brûlis qui suit fréquemment l'extraction du bois, menacent les espèces de la faune dans tout le hotspot. L'exploitation minière industrielle et à petite échelle constituent également une menace importante pour les forêts tropicales de la région, tout comme celles qui se trouvent sur des substrats riches en minerai de fer, diamants, or, rutile et bauxite. Les conséquences de l'exploitation minière varient : en région montagneuse, telle que le Mont Nimba, l'exploitation minière à grande échelle constitue une préoccupation importante, car elle peut nuire à la santé des systèmes d'eau douce et des lignes régionales de partage des eaux, tandis que l'exploitation minière à petite échelle peut mener à la vidange des forêts et favorise la chasse à la viande de brousse. Celle-ci s'est d'ailleurs accrue de façon importante au cours des dernières années, suite à la construction de nouvelles routes qui permettent l'accès des régions autrefois éloignées, au commerce florissant de la viande de brousse, ainsi qu'à l'épuisement des ressources marines.

Au début de la période d'investissement, la région ne pouvait se protéger contre ces menaces. Malgré la présence de plusieurs donateurs et du réseau régional de l'UICN, les ONG environnementales étaient peu nombreuses, et la plupart possédaient des moyens limités. Ces organisations n'avaient pas suffisamment de professionnels à leur disposition, les ressources académiques pour la formation, la recherche et la mise en œuvre étaient insuffisantes, et les données sur la biodiversité étaient inadéquates pour atteindre leurs objectifs. Les groupes de la société civile étaient souvent isolés, sans aucun lien externe, et surtout, sans aucune vision ou sensibilisation régionale. Ce manque de ressources et de maturité institutionnelle a ralenti la progression de tous les aspects de la conservation, que ce soit la mise en œuvre directe d'un projet, les politiques ou la prise de décision à l'échelle nationale et régionale.

Les données nécessaires pour prendre des décisions judicieuses et influencer les mesures du gouvernement étaient médiocres ou inexistantes. Dans certains pays, le concept de l'implication de la société civile dans la conservation était toujours à l'état embryonnaire. Peu d'ONG avaient un impact positif sur la biodiversité de la région ou sur les décisions qui influencent la vie et le gagne-pain des gens. La société civile locale jouait donc un rôle intellectuel minime dans la conservation et les menaces qui nuisaient à celle-ci.

C'est au milieu de ces menaces et défis en apparence insurmontables que le CEPF a identifié sa niche : favoriser la connectivité afin de s'attaquer non seulement à la fragmentation écologique, mais également à la fragmentation politique, sociale et administrative. Reconnaissant que la conservation de la biodiversité soutenue ne peut être réalisée que si les groupes de la société civile possèdent les aptitudes pour mener ce processus, la stratégie quinquennale d'investissement du CEPF consiste principalement à fournir aux ONG et autres organisations privées les outils nécessaires pour gérer la conservation de la biodiversité de façon plus efficace. Les subventions sont octroyées selon cinq facteurs stratégiques :

1. Améliorer les compétences des institutions en matière de conservation.
2. Établir un système de surveillance de la biodiversité des hotspots.
3. Développer des corridors de conservation.
4. Sensibiliser le public.
5. Créer un fonds d'action pour la biodiversité.

Cette stratégie, énoncée en détail dans le profil de l'écosystème CEPF de la région¹, est grandement inspirée de l'Atelier sur la définition des priorités relatives à la conservation en Afrique de l'Ouest (CPW), qui eut lieu à Elmina, au Ghana, en 1999. Grâce au financement du GEF, offert par l'entremise du Programme de développement des Nations Unies, Conservation Internationale a organisé cet atelier pour évaluer l'état des ressources biologiques, et déterminer les régions où une intervention urgente s'avère nécessaire pour assurer la conservation. Tous les participants, notamment 146 scientifiques, experts régionaux et autres représentants du gouvernement et d'organisations non gouvernementales de plus de 90 institutions, ont adopté les résultats de cet atelier.

Impact

L'investissement du CEPF dans l'écosystème forestier de Haute Guinée, a produit des résultats significatifs, mais plutôt irréguliers, l'exploit le plus exceptionnel étant la création par le CEPF d'un mouvement pour la conservation en Afrique de l'Ouest. Lors de l'atelier tenu en avril 2006 dans la Sierra Leone, les participants ont conclu que le CEPF avait grandement aidé la région en améliorant ses connaissances biologiques, en favorisant une meilleure vision de la conservation et en accroissant la participation de la communauté au processus de conservation.

Le CEPF avait comme priorité de rehausser les compétences des institutions et de sensibiliser davantage le public, ce qui permit de bâtir une société civile plus solide, qui commence à travailler ensemble, et constate les fruits de ses efforts. Aujourd'hui, les nombreux groupes de la société civile qui ont profité du soutien ou des investissements du CEPF peuvent démontrer leurs compétences en matière de gestion organisationnelle, gestion de projet et conservation de la biodiversité ; une vision beaucoup profonde de la conservation ; des données biologiques améliorées qui favorisent les décisions éclairées ; et des efforts de conservation accrus dans toute la région (voir le rapport sur la structure logique à la page 13). Ces organisations sont présentes dans chacun des pays de l'écosystème forestier de Haute Guinée. En tout, 18 ONG nationales et partenaires du secteur privé ont accru leur personnel, diversifié leurs compétences et étendu leur couverture avec l'aide du CEPF. Au moins sept ONG internationales ont également accru leur personnel, leurs compétences et leurs activités.

Les réseaux, tels que Environmental Forum for Action dans la Sierra Leone, et les partenaires d'Afrique de l'Ouest comme Birdlife, ont été établis et/ou solidifiés, et constituent maintenant la fondation de la coopération et de la coordination à différents niveaux essentiels. Les réseaux permettent la communication, la collaboration et l'apprentissage, et favorisent le désir d'une vision de conservation régionale. Les dépositaires d'enjeux qui participaient à l'atelier plus tôt cette année s'entendent pour dire que la région a besoin d'un organisme régional de coordination doté d'une vision de conservation régionale et d'une stratégie de communications. Les dépositaires d'enjeux ont constaté la valeur et la force des partenariats au sein de la région, et sont emballés à l'idée d'utiliser ces outils pour faire progresser la conservation.

¹ Le profil de l'écosystème est disponible en ligne: [English](#) (PDF, 586KB) / [Français](#) (PDF, 618KB)

Les investissements du CEPF ont permis d'obtenir des données biologiques plus précises, qui sont maintenant utilisées par les ONG locales et internationales afin d'influencer leurs activités de conservation ainsi que les décisions gouvernementales. Par exemple, les évaluations biologiques menées rapidement en Guinée, au Liberia, en Côte d'Ivoire et au Ghana grâce au soutien du CEPF ont permis de recueillir de précieux renseignements sur les espèces afin de déterminer les priorités des fonds et des mesures de conservation. Les données sur les nouvelles espèces ont fait connaître la biodiversité et stimulé l'intérêt au sein de la société civile et du gouvernement.

Les dépositaires d'enjeux ont constaté que la participation accrue des communautés au processus de conservation constitue un exploit de la part du CEPF, mais ont également reconnu qu'il restait beaucoup de travail à accomplir dans ce domaine. Les projets du CEPF ont impliqué des communautés locales de tous les pays de la région. Au moins 140 communautés furent directement impliquées à divers niveaux dans les projets soutenus par le CEPF, de la conception à la mise en œuvre et à l'analyse des résultats. Malgré tout, ces activités furent remplies de défis, et révélèrent souvent des éléments négatifs quant à la prise de décision, le partage des bénéfices, et le raisonnement de la communauté relativement à sa participation. C'est un thème sur lequel les bénéficiaires de subvention souhaitent s'attarder afin d'en apprendre davantage.

L'impact du CEPF sur la biodiversité fut très significatif étant donné les obstacles, car plus de 186 268 hectares de terre biologiquement riche ont été protégés ou bénéficient d'une protection accrue. Cela comprend la création de la Réserve naturelle du Mont Nimba (d'une superficie évaluée à 13 568 hectares) au Liberia, dans l'ancienne forêt nationale de l'Est de Nimba. La réserve est contiguë aux réserves naturelles du Mont Nimba de la Guinée et de la Côte d'Ivoire, qui ont été proclamées site historique mondial en 1981. La Réserve naturelle du Mont Nimba a été créée en 2003, au moment où d'autres développements légaux sont survenus au Liberia, dont l'agrandissement du Parc national de Sapo (passant de 107 300 hectares à environ 180 000 hectares, soit 72 700 hectares de plus), et l'établissement de la première structure juridique cohérente pour la conservation des ressources forestières au Liberia. Au Ghana, le gouvernement a déclaré 100 000 hectares de réserves forestières « Zones à la biodiversité particulièrement significative » (GSBA) ; la Division forestière du Ghana assurera la protection de ces zones.

Plusieurs zones protégées ont profité d'une meilleure gestion suite au financement du CEPF et à l'amélioration des compétences des bénéficiaires de subvention du CEPF. Ces zones sont, entre autres, Marahoué, Mont Peko et les parcs nationaux de la Côte d'Ivoire, le Parc national de Sapo au Liberia, et le Sanctuaire de la faune de Tiwai Island dans la Sierra Leone. Ces zones, ainsi que les forêts classifiées et les réserves forestières en Guinée et au Togo, ont profité d'une surveillance accrue et améliorée de la biodiversité, d'une meilleure gestion, et d'une meilleure éducation des communautés locales.

Suite à aux efforts déployés par les bénéficiaires de subvention du CEPF pour améliorer leur image, plus de 11,9 millions \$ ont été recueillis sous forme de cofinancement de projets, et des fonds supplémentaires ont été obtenus pour conserver la richesse naturelle du hotspot. C'est plus que le double de la somme 4,3 millions \$ originalement approuvée par le CEPF, qui fut par la suite accrue à 6,2 millions \$, soit le montant investi.

À posteriori, l'analyse des menaces planant sur la région réalisée par le CEPF était exacte. L'exploitation forestière, l'exploitation minière, la pauvreté et les conflits caractérisèrent la région tout au long de la période d'investissement. La niche, qui devait permettre la connectivité à divers niveaux, était appropriée pour le CEPF. La fragmentation évidente, particulièrement à l'échelle politique et sociale, s'avéra un aspect clé qui devait être abordé durant la période d'investissement du CEPF, d'autant plus qu'elle existait malgré le soutien offert à la région de la

part de donateurs et d'institutions tels que l'UICN NL, Birdlife International et autres. Les investissements du CEPF visant à solidifier les institutions, à créer des partenariats, à sensibiliser le public et à améliorer les compétences ont permis de combler cette lacune, et il en résulte donc que pour la première fois dans la région, les scientifiques et praticiens de la conservation ont pu unir leurs efforts pour élaborer et mettre en œuvre une vision élargie de la conservation en Afrique de l'Ouest. Au même moment, tous les bénéficiaires de subvention reconnaissent que ce n'est que le début, et que la collaboration et la coordination doivent exister en permanence. Ce fut la plus importante décision qui fut prise lors de l'atelier en avril 2006.

Mise en œuvre de la stratégie

En tout, le CEPF a octroyé 72 subventions d'une valeur totale de 6,2 millions \$ durant la période d'investissement entre janvier 2001 et décembre 2005. Le montant de ces subventions variait entre 1 000\$ et 655 312\$. La dernière subvention fut accordée à Environmental Foundation for Africa, qui était l'hôte de l'atelier. Une liste complète des subventions accordées est présentée à la page 17. Chaque direction stratégique est énoncée brièvement ci-dessous :

Direction stratégique 1 : Amélioration des compétences des institutions pour la conservation

En Afrique de l'Ouest, il existe un besoin criant de formation dans les secteurs de la gestion, l'administration, la comptabilité financière et la mise en œuvre de projet, ainsi que pour les compétences particulières telles que les études biologiques et le travail communautaire.

L'investissement du CEPF a pour objet de développer les compétences des organisations locales et des citoyens d'une région. Cet objectif est fondé sur la croyance que la conservation doit posséder des racines locales, et que les citoyens doivent avoir les compétences nécessaires pour réaliser leurs ambitions en prenant des mesures ayant un impact à long terme.

Le développement du portefeuille de subventions du CEPF comporte de multiples facettes, et a évolué depuis la période d'investissement. Les subventions initiales étaient consacrées au soutien des institutions, notamment les coûts fixes, et à la formation essentielle, comme l'administration, la gestion financière, la pensée stratégique, les communications et les levées de fonds. Cette méthode fut efficace, et les institutions qui ont obtenu ce type de soutien sont maintenant actives et bien connues dans le secteur de la conservation. Plusieurs leçons ont été apprises, entre autres, que l'investissement ne peut être fragmentaire, et qu'une contribution importante et sérieuse aux budgets d'exploitation de ces institutions est essentielle.

Les subventions subséquentes avaient pour objet d'accroître le nombre d'ONG actives dans la région. Certains de ces groupes nouvellement établis exigent une grande supervision, et si celle-ci n'est pas disponible au sein de l'institution bénéficiaire, ou fournie par d'autres organisations (sous forme de guide), l'investissement risque d'être dépensé frivolement. Relativement au nombre d'ONG en émergence, le CEPF a appris qu'un tel soutien institutionnel doit être jumelé à une formation sur le terrain offerte par des partenaires locaux capables d'aider et de superviser sur une base régulière. Cette méthode est en vigueur au Liberia en particulier, et gagne de l'importance dans la Sierra Leone. Les ONG locales sont de plus en plus aptes à guider et à superviser leurs compatriotes.

En tout, une somme de 2 612 237\$ fut octroyée en vertu de cette direction stratégique, soit la plus généreuse allocation des cinq directions stratégiques. Bien que ces projets soient axés sur le développement des compétences et des institutions, ces éléments ont été incorporés aux aspects qui mettaient l'accent sur la conservation directe.

Le succès de cet investissement constitue la preuve que de la collaboration et de la coordination des ONG de la région. Bien que cela ait été souligné durant l'atelier comme étant le besoin le plus

urgent des années à venir, beaucoup de choses ont été accomplies grâce à l'investissement du CEPF. Par exemple, Le partenariat BirdLife est maintenant bien établi en Afrique de l'Ouest : des réunions de coordination ont lieu régulièrement, et des mesures collaboratives concernant les initiatives de conservation régionale sont mises en œuvre. Ces ONG s'impliquent activement avec d'autres partenaires, et ont étendu leur collaboration au-delà du partenariat BirdLife. Dans la Sierra Leone, le soutien accordé à Environmental Foundation for Africa a engendré Environmental Forum for Action, né du premier symposium des ONG vertes dans la Sierra Leone, qui fut conçu par l'EFA. La Sierra Leone est maintenant le nouveau centre nerveux de la conservation dans la région. Cet enthousiasme est contagieux dans toute la région, et se manifesta récemment lors de l'établissement d'un nouveau consortium : Green Actors of West Africa. Ce réseau d'ONG environnementales devrait permettre à la société civile de se mobiliser pour aborder les problèmes de conservation en Afrique de l'Ouest.

Il faut également noter que le renforcement de ces institutions ne suffit pas pour réaliser tous les objectifs de conservation. Cet aspect de l'investissement du CEPF a été jumelé à des efforts intenses pour s'assurer que les conservationnistes dédiés et engagés soient identifiés et aient la chance d'apprendre et de pratiquer la conservation. Le personnel du CEPF fait des efforts supplémentaires pour faciliter la conception de projet afin que chaque subvention institutionnelle ou éducative ait un objectif de conservation. Il faut éviter la formation inutile ou la formation qui ne donne pas l'occasion de mettre en pratique les compétences apprises.

Direction stratégique 2 : Établir un système de surveillance de la biodiversité des hotspots

La paucité des données sur la biodiversité et l'absence de tout mécanisme formel de surveillance ont incité le CEPF à adopter cette direction stratégique. Les résultats de l'atelier ont démontré que, bien que les fonds du CEPF aient contribué à produire des données nécessaires sur la biodiversité, l'investissement n'a pu atteindre son but de créer un système de surveillance couvrant toute la région. La nécessité de surveiller non seulement la biodiversité, mais également de réaliser la conservation, a été jugée d'une importance capitale par les participants à l'atelier, qui ont aussi fait remarquer qu'une banque centrale de données sur la diversité, de meilleures méthodes de dissémination des données, et surtout, de meilleurs méthodes de transmission des données sur la biodiversité aux décideurs constituent les priorités dans l'avenir.

Le CEPF a mis en œuvre cette direction stratégique par le biais de divers projets axés sur la surveillance, mais un seul d'entre eux avait une portée vraiment régionale qui touchait tous les pays, soit le système de suivi de l'abattage des éléphants de l'UICN (élément de la direction stratégique 3).

Bref, la région n'était pas prête à relever ce défi. Plusieurs ONG internationales ont exprimé le désir de répondre à ce besoin, mais ce n'était pas l'option idéale pour le CEPF ; on préférerait qu'une ONG locale entreprenne cette tâche, et s'engage à la mener à bien. Au début de la période d'investissement du CEPF, aucun candidat local ne semblait prêt à assumer cette tâche. Cinq ans plus tard, plusieurs ONG seraient capables de le faire. La fondation existe donc pour qu'une nouvelle génération établisse un tel système en Afrique de l'Ouest, et le CEPF a appris qu'une série de projets de surveillance ne peuvent suffire pour répondre aux besoins de la région à cet égard. Il a également constaté que si aucun groupe local ne peut s'acquitter d'une tâche, il serait logique d'établir un partenariat de groupes locaux au sein d'une organisation internationale, afin de développer les compétences durant le processus de surveillance.

Direction stratégique 3 : Développer des corridors de conservation

La création de corridors de conservation de la biodiversité est l'une des priorités du CEPF, car ceux-ci offrent l'étendue et la qualité de l'habitat nécessaire à la survie des espèces clés, ainsi que

la protection des services naturels essentiels fournis par les écosystèmes. Cette direction stratégique mérite donc la deuxième plus importante allocation, soit 2 112 835\$. Les subventions peuvent servir à diverses fins, telles que la coordination d'un corridor étendu ou des initiatives particulières axés sur un corridor unique.

Les efforts ont également été concentrés sur l'établissement d'un corridor, par exemple, produire les données nécessaires pour déterminer l'emplacement des zones protégées, et s'assurer que les dépositaires d'enjeux locaux comprennent et profitent de l'établissement du corridor. Étant donné la nature fragmentée des forêts de Haute Guinée, il reste beaucoup de travail à accomplir pour renforcer les efforts de conservation au sein des corridors, et disséminer les méthodes de travail innovatrices dans ceux-ci.

Au début de la période d'investissement, la région était fragmentée, car aucune organisation locale ne la reconnaissait comme un chef de file régional dans le secteur de la conservation. Étant donné que plusieurs corridors identifiés lors du CPW vont au-delà des frontières nationales, cela permit à une organisation internationale de prendre les devants en créant des corridors et en coordonnant de telles initiatives. De plus, peu d'ONG locales voyaient suffisamment grand pour entreprendre la création de corridors, et aucune d'entre elles ne possédait les compétences administratives ou les ressources financières pour gérer d'importantes subventions.

Après mûre réflexion, des progrès insuffisants ont été réalisés relativement à la création de corridors. Certaines tâches importantes ont cependant été accomplies, telles que la signature d'un protocole d'entente (PE) entre CI et le Gouvernement du Liberia afin d'établir un réseau de zones protégées. Bien que ce PE ait été signé par l'administration précédente du Liberia, le nouveau gouvernement a convenu de maintenir le PE pour réaliser cet important objectif. Plusieurs subventions ont aidé les partenaires à s'acquitter de leurs responsabilités en vertu du PE, notamment les subventions accordées à CI et à Fauna and Flora International, afin de créer une banque de données GIS sur les forêts du Liberia et d'enseigner au personnel libérien comment interpréter les données et les images, et élaborer des plans de gestion des secteurs prioritaires. Ceux-ci ont d'ailleurs été identifiés, et le personnel et les institutions ont commencé à intégrer des secteurs à une structure reconnue à l'échelle nationale.

Un autre exemple des progrès réalisés est la création du Groupe de Spécialistes de l'Eléphant d'Afrique UICN/SCC, un projet de collaboration transfrontière pour la conservation des corridors de migration des éléphants en Afrique de l'Ouest. Ce projet fut mené à terme, et des plans d'action ont été élaborés pour assurer le suivi. Douze pays ont signé en novembre 2005 un accord intitulé Convention sur les espèces migratoires. L'entente a déjà été conclue entre plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et l'UICN, qui coordonnera la mise en application de cet accord. C'est un rôle qui convient parfaitement à l'UICN, puisque c'est le réseau le mieux établi dans la région.

Parallèlement, le CEPF a appris que la création de corridors en Afrique de l'Ouest est complexe et remplie de défis, et exige l'ajout d'éléments permettant aux citoyens de gagner leur vie. La pauvreté constitue un obstacle constant au succès de la conservation, et les projets du CEPF axés vers la production de revenus supplémentaires, tels que la fabrication de savon, l'élevage du bétail ou le tourisme, ont souvent porté fruit. Lors de l'atelier 2006, les dépositaires d'enjeux ont mis l'accent sur la nécessité de discuter de problèmes de revenus des citoyens, car il faut répondre aux besoins de ces gens dans le cadre du processus de conservation.

Peu de travail a été accompli dans les corridors de la plupart des régions. Bien que la stratégie du CEPF, qui consiste à soutenir divers projets importants, ait donné d'excellents résultats, elle n'a pas encore réussi à solutionner le problème de la conservation des corridors d'un point de vue

plus régional et holistique. Maintenant que des ONG compétentes et ambitieuses ont été établies, il est possible d'aborder cet aspect qui devrait constituer une priorité au sein des projets de conservation futurs.

Direction stratégique 4 : Sensibilisation du public

Le profil de l'écosystème CEPF a reconnu que l'un des plus importants facteurs de destruction des ressources naturelles était le manque de sensibilisation du public. Le CEPF a investi dans plusieurs projets de sensibilisation, dont certains étaient innovateurs. L'un des défis que pose cette direction stratégique consiste à travailler avec des partenaires dans le but d'élaborer des projets et activités de sensibilisation qui sont à la fois créatives et stimulantes, plutôt que les mesures traditionnelles qui engendrent des produits, mais ne changent pas le comportement.

Cette recherche de mesures créatives était le facteur qui motive le CEPF à s'attaquer à ce problème. Dans plusieurs cas, les groupes bénéficiant du soutien ont eu recours à une gestion adaptative pour aborder les nouveaux facteurs, ou ont mis leurs connaissances à profit pour améliorer la présentation de ces mesures, notamment par le biais du théâtre, de la musique, de la danse, des émissions de radio, et plusieurs autres moyens pour diffuser ces messages.

Le groupe ghanéen AGORO Centre for Intercultural Learning and Talent Development constitue un bon exemple. AGORO, qui transmet ses messages écologiques aux communautés locales et aux commissions scolaires par le biais de la musique et de spectacles présentés par de jeunes artistes locaux, a appris en filmant les spectacles que les citoyens sont beaucoup plus intéressés lorsqu'ils se voient, ainsi que leurs amis, dans un film plutôt qu'une pièce de théâtre. Bien que ces spectacles soient très populaires et attirent des foules nombreuses, AGORO a appris comment sensibiliser les gens dans l'avenir.

Une autre idée innovatrice fut la campagne nationale CI-Ghana, dont le but était de réduire le commerce et la consommation de viande de brousse. Durant ce projet, CI-Ghana voulut faire renaître les méthodes de conservation traditionnelles du Ghana, telles que le concept du totem, et réussit à changer la perception du public, qui voit la faune comme un bien gratuit, et à amenuiser les conséquences désastreuses de ce commerce. Des études préliminaires et post-campagne indiquent une ferme volonté de la part des Ghanéens de ne pas consommer de viande de brousse.

Bien que les investissements du CEPF aient connu du succès à l'échelle locale et parfois même nationale, il reste beaucoup de travail à accomplir, car le niveau de sensibilisation des gens demeure très faible. Les dépositaires d'enjeux qui participent à l'évaluation des investissements du CEPF ont constaté la nécessité de créer du matériel permettant de sensibiliser davantage les régions, ainsi qu'une stratégie de communications. Cela démontre cependant que les bénéficiaires de subvention du CEPF et autres partenaires reconnaissent l'importance d'unir leurs efforts, et comprennent que la localisation des efforts doit être intégrée à une stratégie de sensibilisation plus étendue.

Direction stratégique 5 : Fonds d'action pour la biodiversité

Conçu pour réagir face aux circonstances fortuites qui nuisent à la conservation de la biodiversité et pour contribuer à l'amélioration des compétences à petite échelle, cette direction stratégique limita le montant des petites subventions à 10 000\$ (ce montant est maintenant est de 20 000\$). Au fur et à mesure que le portefeuille se développait, il devint évident que le besoin de petites subventions était très grand, car plusieurs organisations de la société civile de la région n'ont pas les compétences nécessaires pour gérer des sommes plus importantes. Même si certains requérants de subvention du CEPF exigeaient de fortes sommes d'argent, on décida, après analyse et recommandations, qu'il était préférable pour eux d'obtenir une somme moins élevée

dans le cadre de cette direction stratégique, et que si tout se déroulait comme prévu, ils pourraient soumettre des demandes de fonds supplémentaires éventuellement.

Les petites subventions exigent souvent une supervision accrue de la part du donateur, afin d'aider les bénéficiaires à remplir leurs obligations contractuelles, telles que la production de rapports, et de leur fournir de l'assistance technique au besoin. Comme il était nécessaire d'accorder de petites subventions dans la région, et que le CEPF ne possédait pas les ressources nécessaires pour superviser et guider tous les bénéficiaires de façon adéquate, le CEPF a favorisé l'établissement de plusieurs organisations offrant de petites subventions, notamment 1) le Fonds d'action pour la conservation du Liberia, qui octroie de petites subventions aux ONG libériennes locales à des fins de conservation bien définies ; et 2) Great Ape Emergency Conservation Fund, qui offre du financement dans le cadre du plan d'action de UICN/SSC pour la conservation des chimpanzés de l'Afrique de l'Ouest.

Les petites subventions du CEPF ont permis de répondre à besoins urgents tels que les études biologiques et l'amélioration des compétences. Mais ces subventions sont encore plus utiles pour deux raisons : premièrement, elles ont permis aux ONG locales de bâtir leur confiance et d'acquérir l'expérience et les résultats de projet nécessaires pour obtenir des fonds supplémentaires du CEPF et autres donateurs afin de réaliser leurs objectifs de conservation. Deuxièmement, elles ont permis au bénéficiaire de subvention de prendre de l'expérience et de développer ses compétences dans un contexte soutenu par le CEPF, sans toutefois craindre qu'un faux pas soit susceptible de leur nuire à tout jamais. Cet esprit de partenariat est très rare dans le cadre d'une relation entre le donateur et le bénéficiaire, mais le CEPF a appris que cela peut porter fruit.

Conclusions

La mission du CEPF consiste à combler l'absence de connectivité et à améliorer les compétences de la société civile relativement à la forêt de Haute Guinée. Les cinq directions stratégiques permettent au CEPF de réduire la fragmentation et de bâtir une fondation solide pour réaliser la conservation de la biodiversité. La stratégie du CEPF consiste à soutenir les institutions locales, ainsi que les citoyens, et à s'assurer que les subventions octroyées aux ONG internationales servent à améliorer les compétences et la durabilité. Le CEPF n'a jamais cherché de raccourci en aidant les groupes internationaux établis qui lui permettraient de conserver rapidement des espèces et des hectares. Le programme accorde plutôt ces subventions de façon à soutenir les acteurs locaux, et à diversifier et augmenter le nombre d'acteurs locaux sur la scène.

Voici un résumé de la période d'investissement de cinq ans du CEPF :

(1) Des ONG locales talentueuses, expérimentées et ambitieuses sont maintenant établies dans tous les pays, et elles souhaitent travailler ensemble pour relever les défis de la conservation, et s'attaquer aux problèmes de chômage qui sont étroitement liés aux objectifs de biodiversité. Ce ne fut pas toujours facile d'atteindre cette étape. Le CEPF a appris plusieurs leçons importantes, notamment que les ONG doivent débiter modestement et qu'elles ont besoin de supervision. Elles doivent partager leurs expériences avec les autres, et émettre leurs propres idées sans se soucier de ce que le donateur veut entendre.

(2) Aujourd'hui, les nombreux groupes de la société civile ayant profité des investissements du CEPF ont amélioré leur compétences en matière d'administration organisationnelle, de gestion financière, de pensée stratégique, de communications et de levées de fonds, qui sont tous des éléments essentiels au succès et à la durabilité de la conservation. Plusieurs ONG et leurs

partenaires gouvernementaux ont maintenant du personnel formé selon la méthode scientifique grâce à leur participation à divers programmes de formation financés par le CEPF.

(3) Les groupes locaux prennent maintenant des initiatives visant à créer des partenariats et des réseaux, tels que Environmental Forum for Action dans la Sierra Leone, et Green Actors of West Africa. Cette collaboration est essentielle pour éviter le dédoublement de tâches et maximiser les résultats.

(4) Les efforts visant à sensibiliser les gens à la biodiversité ont été fructueux à l'échelle locale et parfois même nationale, mais il reste tout de même beaucoup de travail à accomplir, car le niveau de sensibilisation des gens demeure très faible. Plusieurs gens habitent les régions éloignées et les messages de conservation se rendent rarement jusqu'à eux. Les investissements du CEPF sont innovateurs et inhabituels, car les programmes d'éducation traditionnels n'ont pas connu beaucoup de succès (bien qu'ils soient toujours utilisés). Les bénéficiaires de subvention du CEPF adoptent couramment des stratégies axées sur les films, les pièces de théâtre, la musique et l'expérience pratique dans la nature, et ces efforts semblent produire un grand enthousiasme dans les régions où ils sont mis en œuvre. Les dépositaires d'enjeux qui évaluent l'impact du CEPF ont souligné la nécessité de créer du matériel permettant de sensibiliser davantage les régions, ainsi qu'une stratégie de communications.

(5) Le CEPF a soutenu l'implication accrue de la communauté (au moins 140 groupes communautaires) dans la planification de la conservation. Pourtant, la couverture fut ni uniforme, ni étendue, en tenant compte de la superficie de la zone d'investissement. Dans l'avenir, la participation communautaire doit être encouragée à toutes les étapes de l'investissement du CEPF (par exemple, par le biais d'ateliers avec les dépositaires d'enjeux durant la préparation du profil d'écosystème). Le travail du CEPF a soulevé plusieurs questions pour lesquelles les bénéficiaires cherchent une réponse, par exemple, a) comment encourager l'implication des communautés lorsque celles-ci souhaitent obtenir des bénéfices monétaires immédiats ; b) dans quelle mesure les communautés peuvent-elles prendre des décisions, particulièrement lorsque celles-ci ne sont pas favorables à la conservation de la biodiversité ; c) comment le personnel attiré à un projet doit-il réagir face à une baisse de l'intérêt par rapport au projet, qui coïncide souvent avec un nombre réduit de visites sur le site d'un projet, et ainsi de suite. Les ONG locales cherchent à répondre à ces questions, et souhaitent partager leurs expériences respectives sur le sujet.

(6) Quant à l'objectif d'établir un système de surveillance de la biodiversité dans toute la région, les investissements du CEPF n'ont pas permis de l'atteindre. Bien que les fonds octroyés par le CEPF aient servi à produire des données sur la biodiversité, particulièrement dans les régions où aucune étude n'avait été menée auparavant, aucune ONG locale ne possédait les compétences ou l'équipement pour s'acquitter de cette tâche. Cependant, après cinq ans d'investissements, il est plus que probable qu'un consortium d'ONG locales puissent travailler ensemble pour établir un tel système.

(7) Un total de 186 268 hectares de terre biologiquement riche ont été protégés ou bénéficient d'une protection accrue. Cette terre est située au Ghana et au Liberia.

(8) Plusieurs zones protégées ont profité d'une meilleure gestion, notamment Marahoué, Mont Peko et les parcs nationaux de la Côte d'Ivoire, le Parc national de Sapo au Liberia, et le Sanctuaire de la faune de Tiwai Island dans la Sierra Leone. D'autres zones plus petites, y compris plusieurs forêts classifiées et les réserves forestières en Guinée et au Togo, ont profité d'une surveillance accrue et améliorée de la biodiversité, d'une meilleure gestion, et d'une meilleure éducation des communautés locales.

(9) Le CEPF a appris que la création de corridors en Afrique de l'Ouest est complexe et remplie de défis, et exige l'ajout d'éléments permettant aux citoyens de gagner leur vie. La pauvreté constitue un obstacle constant au succès de la conservation, et les projets du CEPF axés vers la production de revenus supplémentaires ont souvent porté fruit. Lors de l'atelier 2006, les dépositaires d'enjeux ont mis l'accent sur la nécessité de discuter de problèmes de revenus des citoyens, car il faut répondre aux besoins de ces gens dans le cadre du processus de conservation. Peu de travail a été accompli dans les corridors de la plupart des régions. Bien que la stratégie du CEPF, qui consiste à soutenir divers projets importants, ait donné d'excellents résultats, elle n'a pas encore réussi à le problème de la conservation des corridors d'un point de vue plus régional et holistique.

(10) Concernant le montant des subventions, le CEPF a constaté que le besoin de petites subventions (20 000\$ et moins) était très grand, car plusieurs organisations de la société civile de la région n'ont pas les compétences nécessaires pour gérer des sommes plus importantes. Comme il était nécessaire d'accorder de petites subventions en Afrique de l'Ouest, et que le CEPF ne possédait pas les ressources nécessaires pour superviser et guider tous les bénéficiaires de façon adéquate, le CEPF a favorisé l'établissement de plusieurs organisations offrant de petites subventions, notamment 1) le Fonds d'action pour la conservation du Liberia, qui octroie de petites subventions aux ONG libériennes locales à des fins de conservation bien définies ; et 2) Great Ape Emergency Conservation Fund, qui offre du financement dans le cadre du plan d'action de UICN/SSC pour la conservation des chimpanzés de l'Afrique de l'Ouest. Il faut prendre note que plusieurs bénéficiaires du CEPF ont commencé par recevoir de petites subventions, avant d'obtenir des sommes plus importantes de divers donateurs. En plus de permettre aux bénéficiaires d'atteindre certains objectifs de conservation sous la supervision directe du CEPF, les petites subventions du CEPF ont permis de répondre à besoins urgents et de soutenir des initiatives de conservation en cours. La direction stratégique des petites subventions a permis à un grand nombre de bénéficiaires de contribuer à solutionner divers problèmes dans plusieurs régions géographiques.

(11) Plus de 11,9 millions \$ ont été recueillis sous forme de cofinancement de projets et fonds commandités.

Mais par-dessus tout, le CEPF a donné confiance et espoir à ses nombreux partenaires d'Afrique de l'Ouest, et ceux-ci ont eu l'occasion de démontrer ce dont ils étaient capables. Plusieurs pays et donateurs semblent croire que l'Afrique de l'Ouest est une cause perdue, et plusieurs ont quitté la région lorsque des conflits récents sont survenus (c.-à-d., au Liberia et en Côte d'Ivoire). Le CEPF demeure dans la région, et n'a suspendu les subventions qu'au Liberia, lorsque la guerre a empêché l'exécution de tâches liées au projet. On en conclut donc que les groupes de la société civile d'Afrique de l'Ouest et leurs partenaires gouvernementaux ont parcouru beaucoup de chemin. Ils sont maintenant tournés vers l'avenir, puisqu'ils possèdent maintenant le réseau et les compétences nécessaires pour accomplir de grandes choses.

Rapport sur la structure logique de 5 ans du CEPF

ENONCE DE L'OBJECTIF A LONG TERME	ZONES CIBLEES POUR LA CONSERVATION	RESULTATS
Intégration du concept de corridor et des structures de gestion à la création d'une politique multinationale et à la prise de décision	Zones protégées : - Greater Nimba Highlands - Complexe Sapo-Tai - Forêts du sud-ouest du Ghana / sud-est de la Côte d'Ivoire - Corridor Hornbill (y compris le Parc national Marahoué)	Greater Nimba Highlands : la Réserve naturelle Nimba (dont la superficie est évaluée à 13 568 hectares) a été créée au Liberia dans l'ancienne forêt nationale de l'Est de Nimba. La réserve est contiguë aux réserves naturelles Nimba de la Guinée et de la Côte d'Ivoire, qui ont été déclarées sites historiques mondiaux en 1981. Des groupes soutenus par la communauté veillent à sa surveillance. La déclaration était comprise dans trois lois signées en 2003 afin de protéger les forêts du Liberia contre le déboisement, la fragmentation et la dégradation. La première loi amenda le nouveau Code forestier national de 2000 en définissant une série de 8 types de zones protégées, ainsi que les usages permis et les interdictions pour chacune de ces zones, établissant donc pour la première fois une structure juridique cohérente pour la conservation des ressources forestières. Les autres ont créé la Réserve naturelle Nimba et élargi le Parc national de Sapo (voir ci-dessous). Complexe Sapo-Tai : au Liberia, le Parc national de Sapo, seule zone entièrement protégée du Liberia, a été agrandi d'environ 72 700 hectares (passant de 107 300 hectares à environ 180 000 hectares en 2003). Depuis le début de la période d'investissement, des études biologiques, jumelées à un système d'information géographique et à une téléanalyse, ont démontré que le parc constitue l'une des zones de forêt ombrophile à faible altitude les moins perturbées de l'Afrique de l'Ouest, où l'on retrouve d'importantes populations d'espèces menacées à travers la planète. Le Parc national Tai est protégé grâce à des campagnes éducatives multimédias sur l'environnement. Des études sur l'impact sociologique démontrent une diminution des comportements destructeurs envers les chimpanzés, et une volonté accrue de contribuer à leur conservation et à la protection de la forêt suite aux campagnes. Forêts du sud-ouest du Ghana / sud-est de la Côte d'Ivoire : la stratégie pour la biodiversité nationale du Ghana a été révisée, afin d'incorporer

		ainsi les priorités de l’Afrique de l’Ouest et celles du CEPF, et a été adoptée par le gouvernement. Un plan de mise en œuvre a été élaboré et adopté par le gouvernement, et les Assemblées de District et autres secteurs ont également adopté plusieurs éléments de leurs méthodes. Le gouvernement ghanéen a également déclaré 100 000 hectares de réserves forestières « Zones à la biodiversité particulièrement significative » (GSBA), et les communautés ont été appelées à soutenir la gestion en créant des Groupes de pression en faveur de la biodiversité communautaire. La Division forestière assurera la protection de ces zones. L’ ébauche de législation permettant la désignation officielle de la classification des zones protégées au pays a été rédigée, et doit être approuvée par le Parlement. Corridor Hornbill (y compris le Parc national Marahoué) : la gestion des parcs nationaux du Mont Peko et de Marahoué en Côte d’Ivoire s’est améliorée grâce au soutien offert à la direction des parcs. La transition du parc national du Mont Peko est maintenant terminée, la gestion autrefois assurée par des étrangers est maintenant la responsabilité de citoyens ayant suivi une formation rigoureuse. La gestion des parcs incombe dorénavant à la direction du parc, c.-à-d., administration générale, développement de l’infrastructure, patrouille, surveillance de la biodiversité et relations avec les communautés avoisinantes. Ce fut la première collaboration entre l’Agence Nationale d’Appui au Développement (ANADER) et un parc national, qui constitue un modèle que suivront les parcs d’autres pays suite aux leçons apprises au Mont Peko.
OBJECTIF DU CEPF	INDICATEURS D’IMPACT	PROGRES
Les ONG, groupes communautaires, scientifiques et autres groupes du secteur privé (société civile) collaborent afin de protéger la conservation de la biodiversité de l’écosystème de la Haute Guinée.	1.1 Hausse du nombre de professionnels de la conservation appuyant les systèmes des zones nationales protégées de la région.	Les projets soutenus par le CEPF a permis l’embauche de 55 nouveaux employés dans le secteur de la conservation, et de plusieurs autres qui ont suivi une formation et participé à des ateliers afin de soutenir les systèmes des zones nationales protégées de la région, dont 25 stagiaires recrutés et formés par des ONG, et 15 personnes embauchées par des ONG ciblées, suite à des formations et des ateliers auxquels ont participé 70 employés du gouvernement, des ONG et d’autres de dépositaires d’enjeux dans cinq des six pays.

	1.2 Les ONG nationales et autres participants du secteur privé œuvrant dans le secteur de conservation de la biodiversité ont augmenté leur personnel, diversifié leurs compétences et étendu leur couverture.	18 ONG nationales et partenaires du secteur privé ont récemment augmenté leur personnel, et diversifié leurs compétences et leur couverture avec l'aide du CEPF. De plus, au moins 7 ONG internationales ont augmenté leur personnel national à l'échelon du pays, et étendu leur champ de compétences et d'activités. Plusieurs ONG sont devenues des organismes de conservation professionnels grâce à la restructuration, la révision et l'amendement d'Articles de l'Association, l'embauche d'employés permanents rémunérés pour la première fois, l'élaboration de procédures d'exploitation, et l'acquisition d'équipement essentiel. Les groupes de la société civile ont également amélioré leurs méthodes de sensibilisation du public, ainsi que leurs compétences en matière de surveillance et d'analyse de la biodiversité. D'autre part, des partenaires du secteur privé, tels que Newmont Mining Company, Alcoa Inc., et Rio Tinto Iron Ore, ont embauché d'autres experts de la planification de la conservation de la biodiversité, et Environmental Forum for Action in Sierra Leone (ENFORAC) a été créé, et est maintenant reconnu à l'échelle nationale comme un organisme de coordination auprès de tous ceux qui sont impliqués dans la conservation de la biodiversité/l'environnement au pays.
	1.3 Augmentation du financement des activités de conservation dans le hotspot afin d'atteindre un niveau minimum représentant le double du financement initial du CEPF d'ici la fin de la période de financement du CEPF.	Plus de 11,9 millions \$ ont été recueillis sous forme de cofinancement de projets, et des fonds supplémentaires ont été obtenus pour la conservation du hotspot. C'est plus que le double de la somme 4,3 millions \$ originalement approuvée par le Conseil des donateurs du CEPF en décembre 2000. Lorsque les activités se termineront dans le hotspot, et que les groupes soumettront leurs résultats, cette somme devrait augmenter et constituer au moins le double de l'investissement total révisé du CEPF, qui fut accru à 6,2 millions \$ par le Conseil des donateurs en 2001.
	1.4 Preuve de la collaboration transfrontière accrue	La collaboration transfrontière s'est accrue grâce au soutien, afin de créer et/ou d'améliorer le partage de l'information et des données, la coordination et la coopération dans tous les corridors de migration des éléphants dans la région. Plusieurs autres espèces qui dépendent du même habitat pour survivre profiteront de ces résultats. Un plan d'action a été

		élaboré pour stimuler la mise en œuvre d'autres activités, et suite à cela, 12 pays d'Afrique de l'Ouest ont signé en novembre 2005 un accord sur la conservation des éléphants intitulé Convention sur les espèces migratoires. Le Groupe de spécialistes des éléphants africains de l'UICN-SSC coordonnera la mise en application de cet accord.
	1.5 Preuve de l'implication accrue de la communauté locale dans la planification de la conservation	Au moins 140 communautés furent directement impliquées à divers niveaux dans les projets soutenus par le CEPF, de la conception à la mise en œuvre et à l'analyse des résultats. Parmi les projets les plus importants, mentionnons le développement d'un corridor de conservation de la biodiversité dans le sud-ouest du Ghana, l'aide à la Division des forêts du Ghana dans le cadre de l'établissement de groupes communautaires pour la biodiversité autour de 17 zones protégées afin de maintenir les frontières, la patrouille, et l'élaboration de plans de gestion soutenue.

Liste des subventions approuvées par le CEPF

Direction stratégique 1 : Amélioration des compétences des institutions pour la conservation

Inventaire biologique et étude écologique des forêts classées de Dassioko Sud et de Monogaga (littoral sud-ouest de Côte d'Ivoire)

Réaliser un recensement biologique avec les communautés locales et sensibiliser la population aux deux forêts classées de Dassioko Sud et de Monogaga (littoral sud-ouest de Côte d'Ivoire).

Financement : 27 125\$
Période de subvention : 10/04-9/05
Bénéficiaire de subvention : SOS-FORETS

État des picathartes à cou blanc (*Picathartes gymnocephalus*) au Ghana

Analyse les données pour mettre à jour l'information actuellement disponible sur la répartition et l'état de la population des picathartes à cou blanc au Ghana.

Financement : 19 320\$
Période de subvention : 10/04-9/05
Bénéficiaire de subvention : Ghana Wildlife Society

Améliorations des compétences en matière de conservation au Liberia

Améliorer les compétences techniques et logistiques des organisations libériennes afin que celles-ci puissent collaborer et coordonner les efforts de conservation au Liberia.

Financement : 346 025\$
Période de subvention : 9/04-12/06
Bénéficiaire de subvention : Conservation Internationale

Stimuler une approche coordonnée et éclairée pour la conservation de la biodiversité dans la Sierra Leone grâce à l'amélioration de l'EFA et de Forum for Environmental Action

Utiliser les tribunes de fond et les dispositifs de télécommunications comme outils pour entamer une discussion approfondie et prendre des mesures de gestion environnementale autant dans le secteur public que privé. Ce projet a pour objet de relever le défi posé par la réforme environnementale dans la politique gouvernementale de l'après-guerre civile dans la Sierra Leone.

Financement : 96 700\$
Période de subvention : 7/04-6/05
Bénéficiaire de subvention : Environmental Foundation for Africa - Sierra Leone

Chasse et commerce de la viande de brousse dans les montagnes Nimba

Établir un programme de gestion collaborative pour la faune sauvage en impliquant les communautés locales et les autorités de la Réserve de la biosphère du Mont Nimba, dans le cadre de la première étape de l'initiative à long terme pour la gestion de la Réserve de la biosphère du Mont Nimba.

Financement : 49 946\$
Période de subvention : 7/04-9/05
Bénéficiaire de subvention : Fauna & Flora International

Améliorer la mise en application de la législation environnementale au Liberia

Rehausser les compétences institutionnelles de cette association, aussi connue sous le nom de Green Advocates, en révisant la législation actuelle sur la biodiversité, en sensibilisant les gens aux lois sur l'environnement et ne les mettant en application, en enseignant le droit environnemental à quelques avocats, et en motivant les communautés locales à conserver la biodiversité.

Financement : 40 000\$
Période de subvention : 1/04-12/04
Bénéficiaire de subvention : Association of Environmental Lawyers of Liberia

Soutien pour Africa Biodiversity Collaborative Group

Soutenir Africa Biodiversity Collaborative Group dans le cadre de son étude sur l'efficacité des différents concepts réseautage et de communication de la conservation, les outils et les leçons aux décideurs et aux praticiens de la conservation dans toutes les régions de l'Afrique.

Financement : 26 156\$
Période de subvention : 11/03-10/04
Bénéficiaire de subvention : Conservation Internationale

Améliorer les compétences de GECOMSA en matière de gestion des ONG

Présence du directeur principal de GECOMSA à un cours de gestion d'organisation non gouvernementale (ONG) qui fut enseigné du 3 novembre au 12 décembre 2003 à l'Institut de gestion et d'administration publique du Ghana.

Financement : 3 666\$
Période de subvention : 10/03-12/03
Bénéficiaire de subvention : Grand Gedeh Community Servant Association

Établir un groupe de soutien universel pour la conservation de la biodiversité

Mettre en œuvre une série de campagnes d'éducation et de sensibilisation d'un public cible dans neuf hotspots en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Les dirigeants de la campagne participent à un séminaire de formation à l'Université Kent, au Royaume-Uni, ou à l'Université Guadalajara au Mexique, élaborent des plans détaillés de mise en œuvre des campagnes, s'unissent à une organisation locale de leur région, et s'engagent à servir celle-ci pendant au moins deux ans.

Financement : 153 373\$
Période de subvention : 12/02-6/06
Bénéficiaire de subvention : Rare (104 925,38\$) et Conservation Internationale (48 448,08\$)

Ceci est un projet multirégional couvrant neuf hotspots ; le montant total de la subvention est 1 993 854,98\$ (Rare 1 364 030\$ et Conservation Internationale 629 825\$).

Base d'exploration Ankasa

Établir un centre de formation expérimental, la Base d'exploration Ankasa, à proximité de la Réserve de ressources Ankasa dans le sud-ouest du Ghana, pour encourager les enfants d'âge scolaire et les jeunes qui ne fréquentent plus l'école à utiliser leurs sens afin d'explorer l'environnement. Les leçons établissent un lien avec la vie des enfants à la maison, et leur expliquent comment ils peuvent élaborer un mode de vie plus soutenu.

Financement : 250 600\$
Période de subvention : 11/02-4/06

Bénéficiaire de subvention : Living Earth Foundation

Soutien par intérim à la gestion du Parc national de Sapo, au Liberia

Soutenir la gestion permanente du parc, en tirant profit de l'expérience et du momentum acquis lors du projet financé par Darwin et WWF dont l'objet consistait à rétablir la gestion du Parc national de Sapo. Cela comprend, entre autres, une formation de base pour développer les compétences des employés du parc et des bénévoles locaux en matière de gestion de zones protégées ; offrir des allocations symboliques pour motiver les gens ; et installer l'infrastructure du parc.

Financement : 136 193\$
Période de subvention : 10/02-12/05
Bénéficiaire de subvention : Fauna & Flora International

Réseau Phytomedica : améliorer l'échange de renseignements par le biais du réseau Phytomedica

Partager l'information sur l'usage soutenu, ainsi que les activités de gestion et de conservation dans les écosystèmes comportant une grande diversité de plantes médicinales en Afrique, par le biais de Phytomedica, un service de renseignements favorisant l'échange d'idées et de renseignements sur la conservation des plantes médicinales et les produits naturels.

Financement : 16 074\$
Période de subvention : 7/02-6/03
Bénéficiaire de subvention : Conserve Africa Foundation

Mise en œuvre des activités de création d'un réseau de zones protégées et de corridors de conservation de la biodiversité au Liberia

Soutenir la création d'un système de zones protégées comprenant 1,5 million d'hectares de forêt ombrophile restante au Liberia. La liste d'activités comprend la gestion et l'expertise pour élaborer et développer le réseau, recruter et former le personnel compétent, construire et entretenir l'infrastructure du Parc national de Sapo, et s'assurer que les frontières sont démarquées, maintenues et patrouillées.

Financement : 155 000\$
Période de subvention : 7/02-6/03
Bénéficiaire de subvention : Société de Conservation de la Nature du Liberia

Évaluation de l'habitat, inventaire ichthyologique et conseils pour la gestion de la zone côtière de mangrove et Fouta Djallon de Guinée

Procéder à l'inventaire des poissons dans le Fouta Djallon et la zone côtière de mangrove, notamment la création d'une géoréférence et d'une analyse par le biais de cartes, banques de données et échantillons de tissus. Fournir une assistance technique et de l'équipement aux institutions locales pour assurer la durabilité du projet.

Financement : 132 818\$
Période de subvention : 1/02-6/05
Bénéficiaire de subvention : Université de la Louisiane à Monroe, Musée de l'histoire naturelle

Améliorer les compétences en matière de conservation de la biodiversité en Afrique de l'Ouest

De concert avec des organisations partenaires du Ghana et de la Sierra Leone, améliorer les

compétences en matière de conservation de la biodiversité et élaborer des programmes de conservation avec les organisations nationales de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et du Liberia.

Financement : 655 312\$
Période de subvention : 1/02-3/05
Bénéficiaire de subvention : BirdLife International

Élaborer une stratégie sur la biodiversité nationale pour le Ghana

Mettre à jour la stratégie sur la biodiversité nationale de 1997 afin d'intégrer toutes les grandes initiatives qui touchent la conservation de la biodiversité au pays. Le Conseil de recherche scientifique et industrielle du Ministère de l'environnement, de la science et de la technologie du Ghana offre également du financement.

Financement : 11 865\$
Période de subvention : 11/01-8/02
Bénéficiaire de subvention : Conservation Internationale

Améliorer les compétences légales en matière de gestion et de conservation de la biodiversité au Liberia par le biais de la formation, et en améliorant les compétences à l'échelle locale et des institutions

Cofinancer les études d'un avocat libérien spécialisé en environnement afin qu'il poursuive des études de deuxième cycle à l'Université Tulane.

Financement : 11 215\$
Période de subvention : 8/01-8/02
Bénéficiaire de subvention : Association of Environmental Lawyers of Liberia

Conservation de la forêt au Mont Péko, Côte d'Ivoire

Conserver les forêts dans les Highlands Peko-Nimba en améliorant les compétences des gens impliqués dans la conservation du Mont Péko, par le biais de la formation et de la promotion des intérêts auprès des directeurs d'autres zones protégées.

Financement : 98 454\$
Période de subvention : 6/01-5/02
Bénéficiaire de subvention : BirdLife International

Conservation de la biodiversité au Parc national Marahoué, Côte d'Ivoire

Établir des systèmes de gestion des parcs pour conserver la diversité biologique, les processus écologiques et la productivité du parc.

Financement : 359 314\$
Période de subvention : 3/01-5/02
Bénéficiaire de subvention : Conservation Internationale

Accroître le rôle des universités dans la conservation de la biodiversité de l'Afrique de l'Ouest

Mener une étude sur les obstacles qui limitent l'implication d'institutions académiques dans la conservation au Ghana, puis élaborer et mettre en œuvre des projets pour accroître le rôle de ces institutions et profiter d'un soutien plus étendu.

Financement : 18 081\$
Période de subvention : 1/01-6/02
Bénéficiaire de subvention : Conservation Internationale

Cette subvention n'est plus octroyée. Le montant original du financement était de 65 000\$.

Direction stratégique 2 : Établir un système de surveillance de la biodiversité des hotspots

Étude sur les vautours en Afrique de l'Ouest

Mener une étude sur les vautours en Guinée du Nord, au Ghana et au Togo afin de compléter le recensement de 2003-2004 entrepris dans des pays avoisinants pour évaluer la situation et l'étendue des espèces de vautours d'Afrique de l'Ouest et de déterminer les principaux facteurs responsables du déclin de ces espèces. Le projet comprend également une étude des rapaces diurnes, et constitue l'une des activités prioritaires du Programme de conservation des vautours en Afrique de l'Ouest.

Financement : 14 876\$
Période de subvention : 3/05-6/05
Bénéficiaire de subvention : Afrique Nature International

Monrovia, Liberia : passerelle de transport du commerce de la viande de brousse

Mener des études sur le commerce de la viande de brousse à Monrovia, au Liberia, afin de recueillir des données sur les volumes et les espèces transigées, et les facteurs touchant l'approvisionnement en viande de brousse sur le marché (le prix de l'essence et des munitions). Déterminer les endroits où la viande de brousse pénètre le marché international. Cette recherche sera menée en collaboration avec le Zoo de Philadelphie, qui offrira son soutien et supervisera les méthodes de sondage et l'analyse des données.

Financement : 9 838\$
Période de subvention : 4/03-7/04
Bénéficiaire de subvention : Concerned Environmentalists for the Enhancement of Biodiversity

Surveillance acoustique des éléphants de la forêt

Développer et raffiner des systèmes acoustiques d'évaluation et de surveillance de la population des éléphants de la forêt au Parc national Kakum du Ghana. Détecter et analyser les sons émis par les éléphants, notamment les appels infrasonores inaudibles pour les humains, pour aider les chercheurs et les conservationnistes à obtenir des estimations de l'abondance et à déduire la structure de la population à partir de l'information acoustique. Cette information contribue à gérer des stratégies qui assureront la survie à long terme de la population des éléphants.

Financement : 75 000\$
Période de subvention : 10/02-10/03
Bénéficiaire de subvention : Université Cornell

Projet des tortues dans la Mer du Liberia

Grâce aux données de base recueillies en l'an 2000, mener une enquête dans toutes les communautés côtières de Sinoe au Comté de Maryland, et organiser une série de réunions communautaires pour recueillir des données de base sur les tortues de mer dans ce secteur, y compris l'identification des espèces, les menaces et le potentiel de conservation des tortues de mer et autres espèces marines en voie d'extinction.

Financement : 6 500\$
Période de subvention : 9/02-3/03
Bénéficiaire de subvention : Save My Future Foundation

Améliorer nos connaissances de la biodiversité dans les zones prioritaires de la forêt de Haute Guinée grâce à des évaluations biologiques

Identifier et assurer la formation des biologistes relativement au Programme d'évaluation rapide, organiser deux expéditions dans la région Haute Dodo du sud de la Côte d'Ivoire et quelque part au Liberia, et publier les résultats des deux évaluations en français et en anglais.

Financement : 155 991\$
Période de subvention : 12/01-6/04
Bénéficiaire de subvention : Conservation Internationale

Direction stratégique 3 : Développer des corridors de conservation

Rehausser les compétences des agriculteurs dans le corridor de conservation du sud-ouest du Ghana afin de pratiquer l'agroforesterie du cacao

Procéder à des essais pratiques et apprendre les techniques efficaces d'agroforesterie susceptibles d'être enseignées à environ 30 000 membres de l'union au Ghana, afin d'améliorer les pratiques agricoles, maintenir les emplois grâce à la production de cacao, et conserver l'environnement naturel. Les techniques comprennent la gestion de l'ombre, l'utilisation de produits de lutte contre les parasites biologiques, la diversification des récoltes, et la gestion du sol et de la ligne de partage des eaux.

Financement : 74 992\$
Période de subvention : 4/03-3/05
Bénéficiaire de subvention : Kuapa Kokoo Farmers Union

Corridor de conservation – Afrique de l'Ouest

Maintenir le bureau de coordination de Conservation Internationale à Abidjan, afin d'établir cinq corridors de conservation de la biodiversité, élargissant ainsi la portée des méthodes de conservation appliquées dans divers contextes d'utilisation de la terre.

Financement : 353 198\$
Période de subvention : 10/02-6/05
Bénéficiaire de subvention : Conservation Internationale

Élaboration d'un plan stratégique pour établir des corridors internationaux pour la migration des éléphants en Afrique de l'Ouest

Élaborer un plan de gestion et de protection des corridors de migration des éléphants dans les pays d'Afrique de l'Ouest, par le biais d'un réseau sous-régional. L'atelier déterminera également les étapes suivantes de la mise en œuvre d'un plan stratégique.

Financement : 46 432\$
Période de subvention : 6/02-8/03
Bénéficiaire de subvention : UICN - Union mondiale pour la nature

Renforcement du projet de réévaluation de la forêt du Liberia pour créer de nouvelles zones de conservation au Liberia

Complémenter et renforcer le projet de réévaluation de la forêt du Liberia par le biais d'études supplémentaires et de nouvelles propositions de zones protégées.

Financement : 106 067\$
Période de subvention : 5/02-3/03
Bénéficiaire de subvention : Fauna & Flora International

Liberia : établissement de la fondation en vue de la création d'un réseau de nouvelles zones protégées

Former une alliance pour la conservation au Liberia, élaborer une stratégie et un plan de mise en œuvre pour l'accord entre Conservation Internationale et le Gouvernement du Liberia sur les zones protégées, et établir un bureau de coordination des zones protégées à Monrovia.

Financement : 100 274\$
Période de subvention : 2/02-11/02
Bénéficiaire de subvention : Conservation Internationale

Produits d'établissement de priorités pour la conservation et dissémination

Suite à un atelier d'établissement de priorités en Afrique de l'Ouest tenu en 1999, publier et distribuer une traduction française du rapport sur l'atelier et une banque de données sur CD-ROM, et créer un site Web interactif.

Financement : 78 145\$
Période de subvention : 10/01-9/02
Bénéficiaire de subvention : Conservation Internationale

Système de surveillance à long terme pour l'abattage illégal des éléphants (MIKE)

Coordonner et interpréter les données sur les niveaux et les tendances de l'abattage illégal des éléphants afin d'aider les décideurs. L'Union Européenne et les gouvernements de la Belgique, du Japon et des États-Unis appuient également ce projet.

Financement : 343 520\$
Période de subvention : 2/01-1/05
Bénéficiaire de subvention : UICN - Union mondiale pour la nature

Réévaluation de la forêt du Liberia

Créer un système d'information géographique pour les forêts du Liberia, enseigner au personnel libérien et international l'interprétation d'images satellites et l'élaboration de plans de gestion pour les zones prioritaires.

Financement : 200 852\$
Période de subvention : 1/01-12/03
Bénéficiaire de subvention : Conservation Internationale

Connexions de la conservation : développer un corridor de conservation pour les Highlands Nimba et le Sapo-Tai

Créer deux corridors de conservation de la biodiversité en établissant un bureau à Abidjan, élaborer et mettre en œuvre une stratégie de levée de fonds et former un comité pour guider le développement du projet.

Financement : 317 670\$
Période de subvention : 1/01-12/02
Bénéficiaire de subvention : Conservation Internationale

Chasser jusqu'à l'extinction : contrer la menace du commerce de la viande de brousse envers la faune de la forêt de Haute Guinée

Élaborer une stratégie détaillée pour enrayer le commerce de la viande de brousse au Ghana, et rédiger un guide sur les espèces menacées d'extinction et les aspects négatifs du commerce de la viande de brousse. Réviser la réglementation traditionnelle et juridique sur la faune.

Financement : 491 685\$

Période de subvention : 1/01-4/04
Bénéficiaire de subvention : Conservation Internationale

Direction stratégique 4 : Sensibilisation du public

Évaluer la période d'investissement de cinq ans du CEPF dans les forêts guinéennes d'Afrique de l'Ouest

Organiser un atelier avec les bénéficiaires de subvention du CEPF et autres partenaires de la région pour évaluer les résultats des investissements du CEPF et identifier les leçons collectives apprises. Les résultats doivent comprendre les actions documentées et les leçons apprises pour nous aider à prendre des décisions d'investissement éclairées dans l'avenir.

Financement : 129 353\$
Période de subvention : 1/06-4/06
Bénéficiaire de subvention : Environmental Foundation for Africa

Échos du projet sur la forêt ombrophile – Phase deux

Développer et soutenir les groupes éco-culturels dans trois communautés à proximité des frontières est et ouest du Parc national de Kakum au Ghana pour transmettre des messages aux communautés locales, aux écoles et aux clubs de faune par le biais de la musique, la danse et le théâtre.

Financement : 44 958\$
Période de subvention : 11/04-12/05
Bénéficiaire de subvention : AGORO Centre for Intercultural Learning and Talent Development

Soutien aux ornithologues africains de la forêt de Haute Guinée pour assister au onzième congrès panafricain sur l'ornithologie - PAOC XI

Permettre à cinq biologistes africains de la forêt de Haute Guinée de l'Afrique de l'Ouest d'assister au onzième congrès panafricain sur l'ornithologie - PAOC XI, qui a eu lieu du 21 au 26 novembre 2004 en Tunisie.

Financement : 15 500\$
Période de subvention : 7/04-9/05
Bénéficiaire de subvention : BirdLife International

Soutenir Africa Biodiversity Collaborative Group

Soutenir Africa Biodiversity Collaborative Group dans le cadre de son étude sur l'efficacité de certaines formes de réseautage et de communication des concepts de conservation, des outils et des leçons sur la conservation aux décideurs et aux praticiens de toutes les régions d'Afrique.

Financement : 12 807\$
Période de subvention : 7/04-10/04
Bénéficiaire de subvention : World Wildlife Fund, Inc.

Éducation et sensibilisation pour améliorer la protection des chimpanzés sauvages en Afrique de l'Ouest

Contribuer à la protection durable des populations de chimpanzés dans leur habitat forestier naturel en menant une campagne éducative sur l'environnement (pièces de théâtre, bulletins d'information) et en obtenant le soutien des populations locales pour la protection des chimpanzés en Afrique de l'Ouest : région de Taï, les parcs nationaux de Marahoué et de Banco (Côte d'Ivoire), le Parc national de Sapo (Liberia) et la région de Fouta Djallon (Guinée).

Financement : 184 276\$
Période de subvention : 12/03-12/06
Bénéficiaire de subvention : Wild Chimpanzee Foundation

Plan d'action pour la conservation des chimpanzés en Afrique de l'Ouest

Rédiger et publier en français et en anglais un document présentant les plus récentes informations sur l'état et les menaces à la survie des chimpanzés en voie d'extinction. Cette publication sera rédigée en français et en anglais.

Financement : 33 617\$
Période de subvention : 6/03-6/04
Bénéficiaire de subvention : Conservation Internationale

Reconstruction pour la conservation de la biodiversité, la recherche et l'écotourisme dans le sanctuaire de la faune de Tiwai Island, Sierra Leone

En collaboration avec les communautés locales, construire des installations pour la recherche scientifique et un centre des visiteurs au sanctuaire de la faune de Tiwai Island dans la Sierra Leone. Le projet sera un modèle pour la gestion des zones protégées et le développement communautaire du pays.

Financement : 195 487\$
Période de subvention : 3/03-12/05
Bénéficiaire de subvention : Environmental Foundation for Africa - Sierra Leone

Campagne nationale de sensibilisation du public au Liberia

Élaborer une campagne nationale de sensibilisation du public concernant le commerce de la viande de brousse. Impliquer les sociétés locales dans une série d'émissions de radio et de productions théâtrales dans les communautés rurales.

Financement : 34 733\$
Période de subvention : 10/02-9/05
Bénéficiaire de subvention : Zoological Society of Philadelphia

Développement d'un camp d'été

Développer un camp d'été faisant la promotion des efforts de conservation, et permettant aux visiteurs et à la communauté locale de s'instruire sur la nature et l'environnement.

Financement : 19 900\$
Période de subvention : 9/02-12/03
Bénéficiaire de subvention : Ghana Heritage Conservation Trust
Cette subvention n'est plus octroyée. Le montant du financement original était de 25 970\$.

Viande de brousse et sondage d'opinion publique dans les communautés rurales

Mener un sondage pour évaluer l'impact biologique, social et économique sur le commerce de la viande de brousse dans certaines communautés rurales identifiées comme lieu du commerce urbain de la viande de brousse.

Financement : 11 574\$
Période de subvention : 6/02-5/03
Bénéficiaire de subvention : Zoological Society of Philadelphia
Cette subvention n'est plus octroyée. Le montant du financement original était de 38 852\$.

Reconstruction pour la conservation de la biodiversité, la recherche et l'écotourisme dans le sanctuaire de la faune de Tiwai Island, Sierra Leone

En collaboration avec les communautés locales, construire des installations pour la recherche scientifique et un centre des visiteurs au sanctuaire de la faune de Tiwai Island dans la Sierra Leone. Le projet sera un modèle pour la gestion des zones protégées et le développement communautaire du pays.

Financement : 100 000\$
Période de subvention : 5/02-5/05
Bénéficiaire de subvention : Environmental Foundation for Africa

Campagne de sensibilisation sur la crise de la viande de brousse

Élaborer et mettre en œuvre une campagne de sensibilisation du public au Ghana. Inciter la tenue d'un débat public sur la crise de la viande de brousse et encourager les journalistes à rédiger des articles sur la question. Ce projet comprend le développement d'un système de surveillance.

Financement : 126 934\$
Période de subvention : 10/01-9/03
Bénéficiaire de subvention : Conservation Internationale

Direction stratégique 5 : Fonds d'action pour la biodiversité

Conservation de la biodiversité dans la Réserve naturelle proposée à Lake Piso

Se concentrer sur la Réserve naturelle de 76 000 acres proposée à Lake Piso, l'un des secteurs choisis dans le cadre d'un protocole d'entente entre le Gouvernement du Liberia et Conservation Internationale pour établir un réseau de secteurs protégés au Liberia. Procéder à des inventaires des facteurs socioéconomiques et de biodiversité afin d'obtenir des renseignements en vue de la création d'une banque de données informatisée à des fins de planification, et aider les communautés locales à bien gérer et à conserver leurs ressources de biodiversité sans aide externe.

Financement : 19 992\$
Période de subvention : 11/05-10/06
Bénéficiaire de subvention : Farmers Associated to Conserve the Environment

Création d'emplois permanents autour des zones protégées proposées de Wologizi-Wonegizi

Améliorer la vie communautaire dans les zones protégées proposées de Wologizi et Wonegizi (Baziwhen, Zigida, Luyema, et Konia) dans le district de Zorzor. Développer les compétences pratiques des citoyens en matière d'élevage d'animaux et de fabrication de savon, et organiser des activités de sensibilisation à la conservation.

Financement : 19 632\$
Période de subvention : 11/05-7/06
Bénéficiaire de subvention : Skills and Agriculture Development Services, Inc.

Reconstruction du poste de recherche Gbaboni au Parc national de Sapo

Collaborer avec les communautés locales et l'Autorité responsable du développement de la forêt pour reconstruire le poste de recherche Gbaboni et assurer l'accès en dégagant la route et le passage piétonnier qui mènent à celui-ci.

Financement : 19 971\$
Période de subvention : 10/05-9/06
Bénéficiaire de subvention : Société de Conservation de la Nature du Liberia

Implication des populations locales dans la protection de toutes les espèces tropicales de la faune et de la flore dans les préfectures de Dabola et de Dinguiraye de la Guinée

Impliquer les communautés locales dans la conservation de six forêts dans les préfectures de Dabola et Dinguiraye de la Guinée, ce qui représente une superficie d'environ 5 400 hectares. Assurer la formation, fournir l'assistance technique et prodiguer des conseils aux communautés locales à des fins de surveillance et de protection de la biodiversité de ces forêts.

Financement : 18 450\$
Période de subvention : 8/05-9/06
Bénéficiaire de subvention : COLUFIFA-GUINEE

Petites subventions pour la conservation globale de la diversité amphibienne dans les hotspots

Élaborer et mettre en œuvre le Fonds d'action amphibien permettant d'assurer la conservation à long terme des espèces amphibiennes et leurs habitats dans les hotspots de biodiversité à travers la planète. Ce fonds accordera de petites subventions pouvant aller jusqu'à 10 000\$ aux personnes et aux groupes qui sont impliqués dans des activités de conservation des amphibiens dans les hotspots.

Financement : 34 000\$
Période de subvention : 7/05-6/08
Bénéficiaire de subvention : Université Arizona State
Ceci est un projet multirégional couvrant six hotspots ; le montant total de la subvention est de 20 000\$.

Cours de leadership sur l'environnement Smithsonian 2005 : Participation de Samba T. Diallo

Financer la participation de Samba T. Diallo, chef du Département des pêcheries industrielles, République de Guinée, au cours de leadership sur l'environnement Smithsonian en septembre 2005.

Financement : 4 645\$
Période de subvention : 7/05-9/05
Bénéficiaire de subvention : Centre National des Sciences Halieutiques de Boussoura

Fonds de conservation d'urgence des grands singes

Établir un fonds de petites subventions pour financer les mesures prioritaires identifiées dans le cadre de l'étude et du plan d'action de conservation de l'UICN-SSC : chimpanzés d'Afrique de l'Ouest. Le fonds soutiendra également les mesures visant à aborder les situations d'urgence relatives aux grands singes de la forêt de Haute Guinée.

Financement : 62 150\$
Période de subvention : 7/05-6/07
Bénéficiaire de subvention : Conservation Internationale

Diversité des oiseaux et des primates au Parc national de Fazao-Malfacassa National Park, au Togo

Entreprendre des études sur les primates et les oiseaux au Parc national de Fazao-Malfacassa. L'accent est mis sur la recherche de chimpanzés de l'Ouest et de guenons Roloway dans la région. Les études seront entreprises grâce à la collaboration du personnel de la Direction de la Faune et de la Chasse établie dans le parc, le Département de zoologie de l'Université de Lomé.

Financement : 6 110\$
Période de subvention : 2/05-5/06
Bénéficiaire de subvention : Université de Calgary

Développement des compétences des communautés locales riveraines pour la conservation de la biodiversité de deux importantes zones où se trouvent des oiseaux : la forêt Grandes Chutes Forest à Kindia, et la forêt Kounoukan à Forécariah (Guinée)

Développer les compétences des communautés riveraines en matière de gestion des ressources naturelles des deux forêts. Élaborer des plans de gestion pour les deux forêts, et mettre ces plans en œuvre.

Financement : 19 605\$
Période de subvention : 8/04-9/05
Bénéficiaire de subvention : Guinée-Ecologie

Assurer la gestion efficace et soutenue du sanctuaire de la faune de Tiwai Island, dans la Sierra Leone, grâce à l'établissement d'un secrétariat de comité administratif de Tiwai Island

Faciliter l'établissement d'un secrétariat à temps complet en tant qu'organisme responsable de la mise en œuvre du comité administratif de Tiwai Island, l'entité responsable de la gestion du sanctuaire de la faune de Tiwai Island, dans la Sierra Leone. Élaborer un plan d'affaires pour le sanctuaire.

Financement : 9 000\$
Période de subvention : 2/04-7/04
Bénéficiaire de subvention : Environmental Foundation for Africa - Sierra Leone

Inventaire des papillons dans la forêt classée de Missahoe, au Togo, forêt de Haute Guinée

Procéder à l'inventaire des papillons dans la forêt classée de Missahoe, au Togo, élaborer un plan de gestion de l'écotourisme, et sensibiliser 11 villages adjacents aux activités commerciales qui ne dégradent pas l'environnement.

Financement : 9 800\$
Période de subvention : 10/03-12/04
Bénéficiaire de subvention : Association pour la Gestion Intégrée et Durable de l'Environnement

Aide à l'étude de marché de Africa Environmental News Service

Soutenir Africa Environmental News Service en les conseillant sur la planification de l'étude de marché et le développement d'outils de recherche en marketing, et en les aidant à élaborer un plan d'affaires.

Financement : 3 334\$
Période de subvention : 5/03-10/04
Bénéficiaire de subvention : Equals Three Communications
Ceci est un projet multirégional couvrant trois hotspots ; le montant total de la subvention est de 10 000\$.

Inciter le secteur privé à s'impliquer dans la conservation en Côte d'Ivoire

Impliquer le secteur privé dans les activités de conservation grâce aux outils de sensibilisation du public, tels qu'une brochure et un dépliant pour les décideurs, et lors de réunions avec les joueurs

du secteur privé.

Financement : 9 100\$
Période de subvention : 3/03-5/05
Bénéficiaire de subvention : Afrique Nature International

Africa Environmental News Service : Phase deux – Développement du commerce électronique et étude de marché

Élaborer un plan d'affaires pour un nouveau service de nouvelles sur l'environnement conçu pour un auditoire africain et mondial. Le projet aura lieu durant la phase deux d'un projet de AENS visant à développer un service de nouvelles.

Financement : 10 000\$
Période de subvention : 1/03-3/04
Bénéficiaire de subvention : Africa Environmental News Service

Projet de sensibilisation à la viande de brousse et développement soutenu dans le sud-est du Liberia

Décourager les communautés de trois comtés du Liberia de pratiquer l'agriculture itinérante sur brûlis, ainsi que la chasse aux animaux sauvages, et les inciter plutôt à élever le bétail. La liste des activités comprend : sensibiliser les gens à la chasse non soutenue de la viande de brousse ; mener un sondage auprès des communautés locales pour déterminer les alternatives acceptables à la viande de brousse qu'elles pourraient promouvoir dans l'avenir, et s'impliquer dans la gestion des zones tampons à proximité des zones protégées.

Financement : 7 500\$
Période de subvention : 11/02-6/03
Bénéficiaire de subvention : Grand Gedeh Community Servant Association

Première Conférence des jardins botaniques africains

Permettre à des délégués africains de la région Cape Floristic, des forêts guinéennes d'Afrique de l'Ouest, et des hotspots de Madagascar d'assister à la Conférence des jardins botaniques africains en novembre 2002 à Durban, en Afrique du Sud.

Financement : 6 000\$
Période de subvention : 11/02-3/03
Bénéficiaire de subvention : Durban Botanic Gardens

Ceci est un projet multirégional couvrant trois hotspots ; le montant total de la subvention est de 11 250\$.

Réunion préliminaire pour déterminer les corridors pour les éléphants entre le Ghana et la Côte d'Ivoire

Participer à une réunion au bureau de Conservation Internationale-Ghana afin de déterminer les corridors pour les éléphants entre le Ghana et la Côte d'Ivoire, ainsi qu'une stratégie visant à amasser des fonds pour conserver les zones clés.

Financement : 1 000\$
Période de subvention : 10/02-12/02
Bénéficiaire de subvention : Marcus Parren

Analyse des écarts dans les zones protégées : contribution de l'écosystème de Haute Guinée à l'atelier régional sur les zones protégées d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest

Préparer la documentation de base sur l'état des zones protégées, les écarts, les occasions et les défis en vue d'un atelier régional qui réunira les gestionnaires des zones protégées d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest en vue du Congrès World Parks de 2003.

Financement : 5 650\$
Période de subvention : 10/02-5/03
Bénéficiaire de subvention : Conservation Internationale

Atelier régional sur les zones protégées en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest

Réunir les gestionnaires des zones protégées de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest en vue du Congrès World Parks en 2003. Ce projet permet à dix personnes provenant de cinq pays d'Afrique de l'Ouest à assister à l'atelier.

Financement : 10 000\$
Période de subvention : 10/02-3/03
Bénéficiaire de subvention : UICN - Union mondiale pour la nature

Échos de la forêt ombrophile

Recruter des artistes locaux talentueux dans huit communautés entourant le Parc national de Kakum afin de participer au spectacle communautaire dont le but consiste à expliquer aux citoyens les problèmes liés à la conservation de la biodiversité grâce à la musique, à la danse et au théâtre.

Financement : 9 900\$
Période de subvention : 10/02-9/03
Bénéficiaire de subvention : AGORO Centre for Intercultural Learning and Talent Development

Écosystèmes sains, peuple en santé : liens entre la biodiversité, la santé des écosystèmes et la santé humaine

Défrayer les frais de déplacement et participation afin de permettre à des gens de la forêt Atlantique, de Chocó-Darién-Équateur Ouest, des forêts guinéennes de l'Afrique de l'Ouest, de Madagascar, des Philippines et des Andes tropicales d'assister à la conférence « Écosystèmes sains, peuple en santé ».

Financement : 3 885\$
Période de subvention : 5/02-7/02
Bénéficiaire de subvention : Université de Western Ontario

Ceci est un projet multirégional couvrant six hotspots ; le montant total de subvention est de 27 200\$.

Soutien pour la coordination d'un programme de surveillance biologique au Parc national de Sapo, au sud-est du Liberia

Améliorer les compétences du personnel libérien en matière d'analyse de données dans le cadre de la mise en œuvre du programme de biosurveillance ; assurer l'analyse adéquate des données ; étendre si possible le programme dans de nouvelles zones et offrir une formation dans ces zones ; et s'assurer que les résultats de surveillance sont intégrés au plan de gestion quinquennal du parc.

Financement : 7 910\$
Période de subvention : 1/02-4/02

Bénéficiaire de subvention : Fauna & Flora International

Étude herpétologique dans les Highlands du Ghana-Togo

Procéder à une étude sur le terrain des vertébrés dans les Highlands du Ghana-Togo des forêts de Haute Guinée

Financement : 3 535\$

Période de subvention : 7/01-9/01

Bénéficiaire de subvention : Université du Vermont, Département de biologie

Soutien technique et photographique sur le terrain pour l'étude des Highlands du Ghana-Togo, région de Volta (Ghana)

Produire des images photographiques de haute qualité dans le cadre d'une étude des vertébrés dans les Highlands du Ghana-Togo à des fins d'utilisation dans un rapport illustré sur l'étude, d'autres publications et le site Web du projet.

Financement : 7 413\$

Période de subvention : 7/01-9/01

Bénéficiaire de subvention : Université du Vermont, Département de biologie

Rapport sur la Conférence CEPF/IUCN

Analyse de l'investissement du CEPF sur une période de cinq ans dans les forêts guinéennes de l'Afrique de l'Ouest

5-6 avril 2006, Lakka Cotton Club Resort, Freetown, Sierra Leone

et

Nature et pauvreté en Afrique de l'Ouest, discussion de groupe et présentation des leçons apprises

Grâce au soutien de l'IUCN – Union mondiale pour la nature

7 avril 2006, Bintumani Hotel, Freetown, Sierra Leone



Table des matières

Partie I : Atelier du CEPF

Ordre du jour 33

Rapport sur l'atelier..... 35

Partie II : Discussion de groupe de l'UICN

Ordre du jour.....45

Rapport sur la discussion de groupe.....46

Transcription de la discussion.....51

Annexes :

Annexe 1 : Questionnaire sur le projet du CEPF.....58

Annexe 2 : Liste des participants.....62

**Analyse de l'investissement du CEPF sur une période de cinq ans dans les
forêts guinéennes de l'Afrique de l'Ouest**

5-6 avril 2006, Lakka Cotton Club Resort, Freetown, Sierra Leone

5 avril 2006

Ouverture officielle, 9 h 00 – 10 h 30

Président, D^r Sama Banya, conseiller spécial du Président sur l'environnement

9 h 00 Prières d'ouverture (chrétienne et musulmane)

9 h 05 Message de bienvenue de Mustafa Benu, Chef de Lakka

9 h 10 Mot de bienvenue (à Son Excellence le Président Kabba et à tous les participants) et
présentation du président pour la cérémonie– Tommy Garnett, président de ENFORAC

9 h 20 Remarques d'ouverture du président

9 h 30 CEPF : Soutenir la société civile pour favoriser la conservation de la biodiversité– Dan
Martin, directeur principal – CEPF

9 h 40 Déclaration du Ministre de l'agriculture, des forêts et de la sécurité alimentaire (MAFFS),
D^r Sama Mondeh (lue par D^r Eluem Blydin, Njala University College)

9 h 50 Discours d'ouverture de Son Excellence le Président Alhaji D^r Ahmad Tejen Kabba et
ouverture officielle de l'atelier

10 h 15 Remarques de clôture du président

10 h 25 Prière de clôture

10 h 30 Vote de remerciements – D^r Talabi A. Lucan, membre de ENFORAC

Rafrâichissements et départ de l'entourage présidentiel

11 h 00 Information de base sur l'atelier et aperçu des objectifs – Nina Marshall, directrice de
l'octroi des subventions de CEPF Afrique

11 h 15 Sommaire du portefeuille du CEPF – Nina Marshall

11 h 30 Introduction et énoncé des attentes des participants – Owen Henderson, animateur, South
African National Biodiversity Institute

12 h 00 Sommaire des commentaires reçus concernant la structure de travail logique (séances des groupes de travail)

13 h 00 Déjeuner

14 h 00 Analyse de la niche d'investissements du CEPF et profil de l'écosystème (séances des groupes de travail)

16 h 00 Évaluation de l'impact de l'investissement du CEPF sur les défis posés par la biodiversité et la création d'emplois (séances des groupes de travail)

19 h 00 Fête de bienvenue, activité culturelle et dîner

6 avril 2006

9 h 00 Mot de bienvenue et survol des conclusions du jour 1

10 h 00 Analyse des conséquences à long terme du CEPF (séances des groupes de travail)

11 h 30 Revue des objectifs du CEPF concernant la société civile (séances des groupes de travail)

13 h 00 Déjeuner

14 h 00 Lacunes du portefeuille et aspects non résolus

15 h 30 Examen de la durabilité de l'investissement du CEPF

16 h 30 Identification des priorités dans l'avenir

17 h 30 Conclusions et synthèse

19 h 00 Activité culturelle et dîner

Analyse de l'investissement du CEPF sur une période de cinq ans dans les forêts guinéennes de l'Afrique de l'Ouest

Rapport sur l'atelier

5-6 avril 2006

Lakka Cotton Club Resort, Freetown, Sierra Leone

INTRODUCTION

Les 5 et 6 avril 2006, le Fonds de Partenariat pour les Écosystèmes Critiques (CEPF) a tenu un atelier à Freetown, Sierra Leone, afin d'évaluer les résultats de son investissement de cinq ans dans les forêts guinéennes du hotspot de biodiversité d'Afrique de l'Ouest. Le CEPF, une initiative conjointe de Conservation Internationale, du Fonds pour l'environnement mondial, du gouvernement du Japon, de la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur, et de la Banque Mondiale, a commencé à soutenir les groupes de la société civile de ce hotspot en janvier 2001.

Le CEPF a accordé le montant maximum pour ce hotspot, soit 6,2 millions \$, divisé en 74 subventions (Annexe A). Ces subventions ont permis à des organisations non gouvernementales (ONG), groupes communautaires et autres secteurs de la société civile de s'impliquer dans la conservation des ressources naturelles uniques de l'Écosystème forestier de Haute Guinée, le point central de l'investissement du CEPF dans ce hotspot.

L'objectif de cet atelier était de donner l'occasion aux bénéficiaires de subvention et autres dépositaires d'enjeux d'évaluer collectivement les gains réalisés grâce à l'appui du CEPF, et dans quelle mesure cet investissement a contribué à l'intégration au sein du paysage plus large du développement et de la conservation. Cet atelier permit de réfléchir à l'impact du CEPF, à son efficacité à soutenir la société civile et à combler les lacunes, et à l'héritage laissé par le CEPF dans la région, et comment les dépositaires d'enjeux peuvent tirer profit des gains réalisés.

En outre, l'atelier profita de la participation du Bureau régional d'Afrique de l'Ouest de l'UICN-Union mondiale pour la nature (UICN-BRAO), du Programme des petites subventions du Comité national des Pays-Bas de l'UICN (UICN NL), et de huit bénéficiaires de subvention de l'UICN NL en Afrique de l'Ouest. Le 7 avril 2006, UICN BRAO et NL ont commandité une discussions de groupe intitulée *Nature et pauvreté*, à l'Hôtel Bintumani de Freetown, à laquelle tous les participants à l'atelier ont assisté. UICN NL cherche à mettre en œuvre une méthode régionale d'octroi de subventions en Afrique de l'Ouest. L'Initiative du point central régional a pour objet d'améliorer la synergie entre les bénéficiaires de subvention de l'UICN NL, et d'accorder plus d'importance à la « voix verte » en Afrique de l'Ouest, rehaussant ainsi le profil de la conservation de la nature à l'échelle régionale.

Environmental Foundation for Africa (EFA), une ONG régionale établie dans la Sierra Leone, et Environmental Forum for Action (ENFORAC), un consortium d'organisations environnementales de la Sierra Leone, ont organisé l'atelier et coordonné la logistique de la réunion. Tous les bénéficiaires de subvention du CEPF ont été invités à cet atelier.

Soixante-dix-huit personnes provenant de dix-sept pays ont assisté à cet événement de trois jours, notamment des représentants des 26 groupes de la société civile qui ont obtenu des subventions

du CEPF, ainsi que les huit bénéficiaires de l'UICN. Les autres participants représentaient un vaste éventail de dépositaires d'enjeux, notamment les ONG, le gouvernement et les donateurs.

JOUR 1 – 5 avril

Son Excellence le Président Alhaji D^r Ahmad Tejan Kabba a ouvert l'atelier, soulignant ainsi l'implication de plus en plus grande du gouvernement de la Sierra Leone dans la conservation de l'environnement. La séance comporta des déclarations du directeur principal du CEPF, Dan Martin, du Ministre de l'agriculture, des forêts et de la sécurité alimentaire, Sama Mondeh (lue par Eluem Blydin), et de Tommy Garnett, président de ENFORAC, entre autres. Son Excellence le Président Kabba a exprimé sa joie de réunir des dépositaires d'enjeux de 17 pays, et déclara que la Sierra Leone était honorée d'agir comme pays hôte de cet atelier.

Il fit part de son appréciation du soutien technique et financier offert par le CEPF, ainsi que par le Comité de l'UICN des Pays-Bas, et mentionna comme exemple deux zones importantes, soit la sanctuaire de la faune de Tiwai Island et le secteur ouest de la forêt de la Péninsule. Le Président souligna l'importance de l'environnement sur la liste des priorités du gouvernement, mit l'accent sur le rôle joué par la société civile dans la réalisation des objectifs de conservation, et remercia le CEPF pour son investissement stratégique dans la conservation en Afrique de l'Ouest.

INFORMATION DE BASE SUR L'ATELIER

Le Conseil des donateurs du CEPF a approuvé les profils d'écosystèmes pour les trois premiers investissements du CEPF en décembre 2000 : le corridor de la conservation de la biodiversité de Vilcabamba-Amboró dans le hotspot des Andes tropicales ; l'île de Madagascar à Madagascar, et le hotspot des Îles de l'Océan Indien (Madagascar) ; et l'écosystème forestier de Haute Guinée dans les forêts guinéennes du hotspot de Haute Guinée.

Chaque profil d'écosystème comprend une stratégie d'investissement et des directions stratégiques particulières pour guider les demandeurs de subventions du CEPF et les décideurs du CEPF à choisir les projets à financer. À l'origine, une période d'investissement de trois ans avait été approuvée pour chaque région, mais cette période a été accrue à cinq ans, et des fonds supplémentaires ont été accordés. Décembre 2005 marqua la fin du cycle de financement de cinq ans pour toutes les régions.

Durant la période d'investissement de cinq ans, plusieurs rapports ont été soumis concernant le programme d'octroi de subventions du CEPF. Par exemple, des rapports financiers et programmatiques sont soumis tous les trois mois au Conseil des donateurs du CEPF. Ces rapports sont inspirés des rapports réguliers soumis les bénéficiaires de subvention. Chaque année, un rapport annuel est rédigé. Le CEPF a procédé à plusieurs évaluations qui ont eu lieu à mi-chemin du cycle de cinq ans ; les évaluations de mi-session ont été réalisées pour les hotspots de Madagascar et des Andes tropicales, tandis que la forêt de Haute Guinée ne fit pas l'objet d'un tel processus. Les partenaires donateurs entreprennent de temps à autre des missions de supervision. Récemment, une évaluation générale du programme CEPF fut menée.

Tel que convenu avec les partenaires donateurs du CEPF, le CEPF évaluera également son impact sur chaque région à la fin de la période d'investissement. À cet égard, des ateliers favorisant la participation ont lieu dans les trois premières régions où les investissements ont été approuvés. Le premier atelier fut celui de la forêt guinéenne, qui eut¹ lieu à Lakka en avril 2006 à titre d'essai. Respectant l'objectif du CEPF d'impliquer la société civile dans la conservation, cet atelier sollicita la participation des bénéficiaires de subvention et des dépositaires d'enjeux.

Objectifs de l'atelier

Cet atelier comportait six objectifs :

1. Évaluer l'impact du CEPF sur la conservation de la biodiversité et sur la création soutenue d'emplois.
2. Évaluer l'efficacité du CEPF à soutenir la société civile.
3. Déterminer l'héritage laissé par le CEPF dans la région.
4. Déterminer comment les bénéficiaires de subvention peuvent tirer profit de l'héritage laissé par le CEPF dans leurs activités futures.
5. Identifier les écarts/problèmes non résolus.
6. Identifier les besoins de financement actuels/futurs.

Présentation de l'atelier

Owen Henderson, du South African National Biodiversity Institute, anima l'atelier. Henderson fut choisi à ce titre pour deux raisons. Premièrement, il a déjà travaillé comme animateur, et utilise *Participlan*, une méthode qui encourage tous les participants à contribuer aux discussions et aux débats. La méthode permet les contributions anonymes (par le biais de cartes) à la discussion, ce qui incite la tenue de débats sur des questions innovatrices et controversées au sein d'un groupe dont les membres seraient normalement réticents à aborder en présence des donateurs.

Deuxièmement, Henderson est coordonnateur de l'investissement du CEPF dans le hotspot Succulent Karoo ; il comprend donc les activités et les objectifs du CEPF.

ATTENTES DES PARTICIPANTS

Les participants devaient se présenter, et énoncer leurs attentes par rapport à l'atelier. Les attentes étaient nombreuses et diversifiées, et peuvent être regroupées en différentes catégories :

Priorités et vision : mieux comprendre les priorités de la société civile locale en matière de conservation, déterminer comment étendre la gestion de l'environnement à travers l'Afrique de l'Ouest, convenir des priorités futures. Développer une vision régionale pour l'environnement et la culture, élaborer une stratégie sur le partenariat et les mesures à prendre dans l'avenir. Discuter de la pauvreté et des problèmes liés à l'emploi, et développer des alternatives viables d'emplois pour la biodiversité.

Financement : améliorer les connaissances sur la situation du financement – comment accéder au financement, découvrir les réalités et les occasions, comment obtenir les fonds par le biais d'activités particulières telles que le développement des compétences et les évaluations de la biodiversité ; et comment axer le financement sur les programmes plutôt que sur les projets individuels à court terme.

Réseautage : utiliser l'atelier pour améliorer le réseautage, la collaboration et la coopération, afin de rencontrer d'autres acteurs ayant les mêmes objectifs.

CEPF : mieux comprendre le CEPF, mieux comprendre si les objectifs du CEPF ont été réalisés dans la région, se renseigner sur les activités du CEPF afin d'aider les autres donateurs à planifier leurs activités. Comprendre la niche du CEPF et le potentiel d'expansion.

Point de vue du bénéficiaire de subvention : mieux comprendre la perspective du bénéficiaire de subvention dans le cadre de la relation donateur-bénéficiaire, soumettre des commentaires honnêtes permettant au CEPF d'améliorer son processus d'octroi de subvention et ses activités futures.

DÉFINIR LE CONTEXTE

On a posé la question suivante aux participants : « Suite à l'engagement du CEPF dans cette région, quel fut son impact sur la biodiversité et les défis posés par la création d'emplois dans la région ? » On a demandé aux participants d'écrire leurs réponses, et l'animateur a fait une synthèse des réponses. Les participants ont ensuite voté pour leur quatre priorités.

Dans l'ensemble, les participants ont constaté que l'investissement du CEPF avait contribué à l'amélioration des compétences de la société civile, à la diffusion d'une meilleure information, à l'implantation de mesures plus collaboratives, à la sensibilisation des gens par rapport à la diversité au développement de meilleures méthodes pour sensibiliser les gens, à l'amélioration du profil de travail sur la conservation, à mieux centrer les intérêts, et à créer de meilleurs liens.

Les résultats de ce vote révélèrent les quatre principaux thèmes sur lesquelles l'impact du CEPF était le plus ressenti :

1. Compétences accrues dans la région (30 votes)
2. Connaissances biologiques accrues (12 votes)
3. Meilleure vision sur la conservation (9 votes)
4. Participation accrue de la communauté dans la conservation (8 votes)

Cet exercice a permis également d'identifier d'autres éléments sur lesquels le CEPF avait eu un impact. La liste comprend les éléments suivants : participation accrue de la société civile, diminution de la pauvreté dans les régions rurales, meilleure coopération et collaboration à l'échelle régionale et nationale, meilleur accès aux fonds, nouvelles méthodes de protection de la biodiversité, gouvernance adéquate, et meilleure connaissance des liens entre la biodiversité et les emplois.

L'exercice a également permis d'aborder les sujets sur lesquels l'impact du CEPF devrait être plus grand, entre autres : plus d'outils de surveillance, stratégie d'investissement plus étendue pour rejoindre davantage de gens, plus de zones protégées, plus d'options et des politiques plus efficaces. De plus, on croit que le CEPF pourrait être plus efficace s'il accordait davantage de soutien aux projets à long terme plutôt que ceux à court terme.

ANALYSE DE LA STRUCTURE DE TRAVAIL LOGIQUE DU CEPF

Dans le cadre de la création d'un profil d'écosystème pour cette région, le CEPF a élaboré une structure de travail logique pour mesurer l'impact global sur les objectifs spécifiques à la fin de la période de cinq ans. En préparation de cet atelier, les bénéficiaires de subvention ont reçu un questionnaire concernant les objectifs et les indicateurs identifiés dans la structure de travail logique (annexe B).

Lors d'une séance du groupe de travail, la structure de travail logique complète a été remise aux bénéficiaires de subvention à des fins de discussion. Cependant, la discussion était centrée sur le gabarit de la structure plutôt que sur l'évaluation du contenu et de l'impact global. Par exemple, les participants croyaient que la structure de travail logique ne permettait pas de saisir les réalisations non prévues, qui étaient nécessaires pour différencier les indicateurs à court terme et à long terme, et ne comprenaient pas les questions importantes mentionnées dans le profil d'écosystème, tels que la pauvreté et les emplois. Le rapport complet sur la structure du CEPF, finalisé suite à l'atelier grâce à une analyse approfondie de l'impact global, est présentée dans un chapitre distinct du rapport.

ANALYSE DE LA NICHE DE L'INVESTISSEMENT DU CEPF ET PROFIL D'ÉCOSYSTÈME

Cette séance mit l'accent sur la stratégie du CEPF, ou le profil d'écosystème. On a posé la question suivante aux participants : « Comment avez-vous utilisé le profil d'écosystème ? Quel fut son utilité ? »

Les séances du groupe de travail concernant l'utilisation de la stratégie révélèrent que le profil d'écosystème fut utilisé à diverses fins. Il fut jugé utile pour créer des liens avec d'autres acteurs, ainsi qu'avec les donateurs, et fut utilisé comme ligne directrice par les dépositaires d'enjeux à travers la région. Les bénéficiaires de subvention l'ont utilisé pour comprendre les objectifs du CEPF et pour formuler des soumissions de financement, et cela les a aidés à regrouper leurs idées et à les lier à une stratégie régionale.

Parallèlement, les participants ont constaté que le profil d'écosystème n'avait pas été utilisé dans la mesure qu'il aurait pu l'être. Bien que toutes les subventions approuvées par le CEPF doivent être liées à une direction stratégique particulière du profil, plusieurs participants à l'atelier ont affirmé n'avoir jamais lu la stratégie. Celle-ci est disponible en français et en anglais sur le site Web du CEPF, cependant, la réalité d'Internet en Afrique de l'Ouest rend difficile et coûteux l'accès à ce document.

On a également posé cette question aux participants : « Comment aurions-nous pu le rendre plus utile ? »

Les participants ont affirmé que le langage du profil d'écosystème est très orientée sur la conservation, et non sur les autres secteurs tels que le développement. La terminologie utilisée dans ce document doit être plus cohérente. Il serait opportun de tenir compte des divers secteurs qui profiteraient du profil d'écosystème au moment de rédiger la stratégie afin que les acteurs, les spécialistes des sciences sociales, les organismes gouvernementaux et autres praticiens puissent également utiliser le document. Tel quel, le profil utilise plusieurs termes scientifiques susceptibles de décourager d'autres dépositaires d'enjeux importants d'adhérer à la stratégie. De plus, la stratégie serait plus utile si elle tenait compte des problèmes culturels, et des facteurs relatifs au conflit, à la pauvreté et au problème de l'emploi.

Ils ont également affirmé que le processus de développement de la stratégie devait être axée davantage sur la participation que lors du premier profil, et que la communauté doit s'impliquer. Des réunions annuelles des bénéficiaires de subvention seraient également très utiles.

Les participants ont affirmé que la stratégie devrait coïncider avec la structure logique développée pour mesurer ses progrès et/ou son impact. Par exemple, dans ce cas, des menaces ont été identifiées, telles que la pauvreté et les problèmes liés à l'emploi, ainsi que le besoin d'une collaboration régionale, mais ils croient que les directions stratégiques et la structure de travail logique ne constituaient pas des priorités.

Enfin, les participants ont fait remarquer que la stratégie pouvait s'avérer désuète à un certain point, et qu'elle devait être mise à jour régulièrement, peut-être même annuellement. L'utilité de cette stratégie dépend de sa qualité. Elle devrait donc être un « document vivant ».

JOUR 2 = 6 avril

Résumé du jour 1

ANALYSE DE L'IMPACT À LONG TERME DU CEPF

Lors du jour 1, on a demandé aux participants d'identifier les quatre thèmes sur lesquels le CEPF avait eu le plus gros impact (développement des compétences, amélioration des données, meilleure vision et participation de la communauté), et on leur posa la question suivante : « Que signifient ces thèmes, leur développement peut-il être soutenu, que devons-nous faire pour assurer la durabilité, et si nous faisons cela, qui doit s'impliquer en tant que partenaires pour assurer la réussite de l'entreprise ? » Le groupe s'est divisé en quatre groupes de travail pour analyser ces quatre thèmes.

Résultats sur le développement des compétences : le groupe a convenu que ce sujet englobait la formation de professionnels, l'amélioration des structures institutionnelles, l'amélioration de l'équipement et la formation d'autres dépositaires d'enjeux tels que les membres de la communauté (pour diverses compétences telles que l'artisanat, les emplois alternatifs). Le groupe a conclu que la durabilité était pratiquement impossible en l'absence de financement permanent, et suggère donc les mesures suivantes :

- Partage des visions entre les organisations
- S'assurer que le leadership et la responsabilité sont partagés au sein de l'organisation.
- Une approche commerciale dans certains projets permettrait de générer des revenus servant à obtenir les ressources fondamentales.
- Levées de fonds locales recommandées
- L'environnement doit constituer une priorité dans les documents énonçant la stratégie de diminution de la pauvreté à l'échelle nationale.
- Création d'alliances avec les partenaires de développement.
- Inclure le gouvernement comme partenaire viable et à long terme
- Inclure le gouvernement dans les initiatives de développement des compétences

Qui doit participer ? Les donateurs, les acteurs du développement et de la conservation, le gouvernement, les communautés et la société civile.

Commentaires de l'assemblée plénière : il est très important de mettre l'accent sur le gouvernement, car il constitue un partenaire non seulement viable, mais aussi essentiel. En bout de ligne, les activités de conservation doivent impliquer le gouvernement dans la plupart des cas afin d'atteindre leurs objectifs de conservation. On devrait également déployer les efforts nécessaires pour attirer le secteur privé. Deux défis ont été constatés : premièrement, l'intervalle de temps entre les projets cause de l'inactivité, et deuxièmement, les donateurs offrent souvent des outils de formation, mais les bénéficiaires de subvention doivent ensuite soumettre une demande et utiliser les compétences déjà apprises pour assurer la durabilité et poursuivre leurs efforts de conservation.

Résultats sur l'amélioration des données : relativement à la disponibilité accrue des données biologiques, le groupe a soulevé les points suivants :

- Il est important d'établir un réseau de collection de données.
- La qualité des données doit être améliorée.
- Des partenariats servant à recueillir des données doivent être créés.
- La dissémination des données doit être une priorité.
- Plutôt que de se limiter à recueillir les données, celles-ci doivent être utilisées efficacement.
- Les données doivent être utilisées pour prendre des décisions de gestion.

Résultats sur la vision supérieure : le groupe s'accorde à dire que par vision supérieure, on entend la sensibilisation à la biodiversité en Afrique de l'Ouest. Les gens connaissent le hotspot et

savent où il se trouve. Ils connaissent les zones prioritaires, et celles-ci ont été adoptées par des joueurs importants de la conservation dans la région. Il existe maintenant un plus grand nombre de professionnels de la conservation, et plus de gens sont intéressés par la question. Les problèmes environnementaux occupent une place plus importante dans les médias, et dans l'ensemble, on apprécie davantage l'importance de la biodiversité dans la région. Pour maintenir cette situation, le groupe a convenu que les mesures suivantes doivent être prises :

- Enseignement formel sur l'environnement dans les écoles
- Implication des églises, des médias et du secteur privé
- L'environnement doit être compris dans le processus de planification des organismes d'aide et de développement, et des donateurs.
- Le gouvernement doit adopter et promouvoir des idées.
- La sensibilisation doit se transformer en actions.
- Les outils et techniques doivent être adaptés aux langues et au contexte locaux.
- Les femmes et les minorités doivent être ciblées.
- Un engagement financier à long terme doit être mis sur pied.

Qui doit y participer ? Tous les échelons de la société.

Commentaires de l'assemblée plénière : la sensibilisation ne doit pas dépendre uniquement de la continuation du financement. Le financement actuel (c.-à-d., CEPF) se terminera bientôt ; il faut donc prendre les mesures nécessaires pour s'ajuster à ce changement. L'impact doit être mesuré et lié à la mise en œuvre, et le suivi des progrès doit être assuré.

Résultats de la participation accrue de la communauté : le groupe a déterminé que cette phrase fait référence aux communautés ayant organisé un projet ou une activité, et qui ont intégré la conservation de la biodiversité à leur vie quotidienne. Ils sont reconnus comme étant les producteurs et les consommateurs. Ils jouent un rôle de leader dans la mise en application, et participent à des activités de plaidoyer. De plus, ils s'impliquent dans le développement de projets. Les mesures suivantes ont été recommandées pour maintenir cette situation :

- Les communautés doivent s'impliquer dans tout le processus.
- Les donateurs doivent élaborer des stratégies alternatives.
- Les communautés doivent produire des revenus de différentes façons.
- Des primes d'encouragement doivent être déterminées/versées.
- Les occasions d'enseignement doivent être présentes.
- Les droits des communautés doivent être respectés.
- Le soutien technique nécessaire doit être offert.

Qui doit participer ? Les partenaires de développement, les communautés, les autorités locales et traditionnelles, les institutions d'enseignement et le gouvernement.

Commentaires de l'assemblée plénière : il faut définir clairement les responsabilités d'une communauté. De plus, il faut bien définir le mot « participation » ; qui détermine au sein d'une communauté les gens autorisés à s'impliquer ? Les villageois ont déclaré que les conservationnistes décident de leur sort, et qu'on doit remédier à cette situation. Une façon de procéder serait de recourir à l'autorité et à la structure traditionnelles qui existent déjà dans la communauté. Parallèlement, des compétences spécialisées sont nécessaires dans certains cas, et des stratégies doivent être élaborées (cas par cas, généralement) pour solutionner le problème de la participation.

ANALYSE DE L'IMPORTANCE QU'ACCORDE LE CEPF À LA SOCIÉTÉ CIVILE

Durant cette séance, on a demandé aux participants d'analyser l'importance qu'accorde le CEPF à la société civile et de répondre à ces questions précises : « Dans quelle mesure le CEPF a-t-il

réussi à mobiliser la société civile dans cette région ? Dans quelle mesure cela vous a-t-il empêché d'atteindre vos buts ? Dans quelle mesure cela vous a-t-il aidé à atteindre vos buts ? » Des groupes de travail ont été formés pour répondre à ces questions.

Réponses positives par rapport à l'approche du CEPF face à la société civile : l'approche du CEPF a facilité l'accès aux fonds, et créé la flexibilité nécessaire pour travailler avec le gouvernement et autres organismes. Dans certains pays, la société civile a limité l'accès aux fonds et/ou à la possibilité d'influencer le gouvernement, et cette approche a permis à la société civile de contribuer davantage. Elle a également permis à la société civile de renforcer les actions du gouvernement, et d'encourager celui-ci à travailler avec les communautés. Le financement octroyé à la société civile a permis aux ONG de fonder des relations constructives avec les communautés. Il a favorisé la création de réseaux et permis aux ONG de bâtir leur crédibilité, de développer des compétences, des plans stratégiques et des méthodes innovatrices, et d'obtenir des fonds supplémentaires.

Réponses négatives par rapport à l'approche du CEPF : l'un des éléments négatifs de l'approche du CEPF relativement à la société civile est que le gouvernement se sent menacé, ce qui limite la propriété des résultats et des succès. La jalousie concernant le financement peut causer de la tension et des blocages. Le gouvernement est un joueur clé dans le processus de conservation, alors des frictions peuvent survenir durant la mise en œuvre d'un projet, et le gouvernement peut également négliger ses responsabilités. De plus, le manque de soutien envers le gouvernement peut faire en sorte que celui-ci doive limiter ses activités, particulièrement dans les secteurs où la société civile ne peut s'imposer puisque ceux-ci sont contrôlés par le gouvernement.

Réponse du CEPF : le CEPF reconnait la validité des points positifs et négatifs soulevés par les participants, mais rappelle au groupe que bien que le VEPF ne puisse financer directement le gouvernement, celui-ci profite du financement offert par le CEPF. Par exemple, le gouvernement est souvent impliqué dans les programmes de développement des compétences mis en œuvre dans le cadre de certains projets (tels que la formation des gardiens de parc). De plus, les activités financées par le CEPF sont conçues en tant que complément aux initiatives gouvernementales pour lesquelles le gouvernement obtient parfois du financement d'autres sources.

LACUNES DU PORTEFEUILLE ET PROBLÈMES NON RÉSOLUS

On a posé la question suivante aux participants : « Selon une perspective régionale, quels problèmes demeurent non résolus, et n'ont pas encore été abordés par le biais d'un investissement du CEPF ? » Cinq éléments clés furent mentionnés comme problèmes non résolus :

1. Partenariats (mettre davantage l'accent sur cet aspect)
2. Corridors de conservation (progrès insuffisants réalisés dans la conservation de ces secteurs)
3. Outils de surveillance régionale (aucun n'existe actuellement)
4. Banque de données sur l'information biologique (n'existe pas)
5. Le développement des compétences ne se transforme pas en mesures de conservation (les occasions sont rares)

De plus, les points suivants ont été discutés en profondeur :

Mécanismes de partage/d'apprentissage : les leçons apprises et les méthodes adéquates doivent être partagées au sein de la région, et les succès doivent être plus étendus. Actuellement, il existe peu de mécanismes efficaces pour cela ; il n'y a pas de système régional de partage d'information, de leçons et d'expériences.

Secteur privé : on ne sait toujours pas comment impliquer le secteur privé. Des outils doivent être développés pour que ce secteur devienne un partenaire local efficace.

Emplois : la transition, ou le lien, entre la conservation et le développement n'a pas encore été effectuée. Il faut créer davantage d'emplois alternatifs pour assurer la subsistance des communautés. Les communautés locales dépendent beaucoup de la biodiversité locale, et cette dépendance doit être réduite. En fait, il faut chercher des solutions au problème de la pauvreté.

Données : il y a peu d'information disponible dans la région. Il n'existe aucune banque de données centrale sur la biodiversité, même si cela pourrait s'avérer très utile. De plus, il n'existe aucune façon de créer une synthèse de l'information disponible. Il n'y a aucun mécanisme de surveillance de la biodiversité dans le hotspot, et aucun bulletin d'information dans la région (le bulletin d'information du CEPF est électronique, ce qui le rend pratiquement inaccessible à la plupart des gens en Afrique de l'Ouest). La documentation est disponible seulement en anglais, ce qui rend difficile la pénétration dans les marchés francophones.

Réseautage : la consultation et le réseautage sont insuffisants entre le CEPF et les autres donateurs de cette région. L'absence d'un réseau entre partenaires constitue une lacune qui nuit au développement régional et fait en sorte que les projets sont isolés.

Politique : la région n'a pas encore abordé la question de la politique, que ce soit à l'échelle locale, régionale ou nationale, et cela constitue une lacune importante.

Occasions : le développement des compétences rapporte parfois des fruits, mais les citoyens n'ont pas suffisamment d'occasions de mettre à profit leurs compétences nouvellement acquises.

ANALYSE DE LA DURABILITÉ DE L'INVESTISSEMENT DU CEPF / IDENTIFICATION DES PRIORITÉS POUR L'AVENIR

Durant cette séance, on a posé la question suivante aux participants : « Si vous étiez le seul et unique décideur de la région, quelles mesures/décisions prendriez-vous pour tirer profit du momentum créé par le CEPF dans votre région ? » On a demandé aux participants d'identifier ces mesures, de les afficher au tableau, et le groupe vota en faveur des mesures par ordre de priorité.

Coordination (20 votes) : trouver un moyen d'assurer la coordination à l'échelle régionale. La coordination pourrait assurer ce qui suit :

- prévenir le chevauchement entre les initiatives régionales en cours
- établir un réseau de partenaires
- élaborer un programme régional sur la conservation de la biodiversité
- procéder à des évaluations de mécanismes régionaux existants et autres ressources disponibles
- favoriser la collaboration avec la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest pour l'environnement
- appuyer le réseautage et le partenariat pour accroître la propriété dans la région
- échanger des leçons
- favoriser la collaboration transfrontière
- étendre le mécanisme d'octroi de subventions aux ONG

Critères de financement (18 votes) : raffiner les critères de financement de façon à ce que le soutien financier futur soit accordé aux projets prioritaires étroitement liés à l'atténuation de la pauvreté, les initiatives intégrant la biodiversité et les emplois, la formation des femmes, et la

collaboration transfrontière sur la biodiversité. Augmenter le montant des subventions accordées aux projets efficaces, et mettre en place un mécanisme permettant d'augmenter le financement. Appuyer les projets efficaces et suggérer que les projets non efficaces remboursent la subvention reçue.

Communications (18 votes) : élaborer une stratégie de communication, appuyer la création de documents de sensibilisation des régions, documenter et diffuser les résultats, améliorer les programmes de sensibilisation actuels. Développer un centre de ressources sur la biodiversité et de la documentation pour renseigner les gens sur les projets et sensibiliser les régions.

Implication communautaire (17 votes) : organiser une conférence avec la population locale dans la région afin d'établir les priorités et assurer la participation à toute stratégie qui sera élaborée.

Plaidoyer (14 votes) : appuyer l'activisme régional/le plaidoyer régional. Faire appel aux tribunaux et organiser des mouvements de protestation non violents. Établir un tribunal sous-régional pour dénoncer les attaques contre l'environnement. Développer les compétences des ONG en matière de dénonciation.

Emplois alternatifs (12 votes) : utiliser la micro-finance pour développer des plans d'affaires alternatifs. Développer des chaînes de marketing pour les produits forestiers autres que le bois d'œuvre dans les hotspots, afin de produire des revenus suffisants pour assurer la subsistance des gens. Encourager la création de programmes qui intègrent les emplois et la conservation au sein des communautés. Regrouper les organismes d'enseignement de la biosurveillance et de la création d'emplois en un seul projet.

Financement (11 votes) : hausser le montant des subventions accordés aux projets efficaces. Mettre en place un mécanisme de financement complémentaire. Allouer de fortes sommes à l'acquisition d'un ou plusieurs emplacements par pays possédant les compétences nécessaires pour prendre des mesures, mettre à profit la formation reçue et combler les lacunes.

Formation (8 votes) : établir des centres régionaux de formation sur la gestion de l'environnement.

Réseaux de bénéficiaires de subvention du CEPF (7 votes) : appuyer le réseau de bénéficiaires de subvention du CEPF au pays – réunions annuelles.

Surveillance (7 votes) : créer un outil de surveillance interne ; établir un programme sous-régional permettant de dénoncer les gens qui ne travaillent pas de façon adéquate.

Éléments clés de la biodiversité (5 votes) : poursuivre le travail dans le hotspot en incluant le soutien envers les éléments clés de la biodiversité.

Réunions semestrielle (4 votes) : organiser des réunions semestrielles pour aborder les différents sujets avec les partenaires.

Recherche (3 votes) : entreprendre des recherches pour établir la nature et l'ampleur du travail à accomplir.

Promouvoir les conservateurs de sites (2 votes) : groupes de soutien capables d'agir à titre de conservateurs d'un site particulier, par exemple, une ONG qui travaille sur le site.

Soutenir les autorités traditionnelles (2 votes) : accroître le rôle des autorités traditionnelles en matière de conservation.

Compétences locales (2 votes) : favoriser le recours aux compétences locales dans les réseaux locaux.

Détermination des priorités dans l'avenir

Parmi tous les sujets abordés lors de la séance précédente, les quatre thèmes suivants ont été identifiés comme les priorités dans l'avenir, et d'après le groupe, ce sont celles qui doivent être abordées avec les donateurs éventuels :

1. Établir un mécanisme de coordination régionale
2. Aborder la question des critères de financement (c.-à-d., les projets doivent se rattacher aux problèmes de l'emploi/la pauvreté)
3. Élaborer une stratégie de communications et rédiger de la documentation régionale pertinente
4. S'assurer de la participation des communautés locales lors de réunions visant à établir les priorités

CONCLUSIONS ET RÉSUMÉ

L'atelier s'est terminé par un résumé des délibérations, et une révision de la liste des attentes afin de déterminer si des questions n'avaient pas encore été abordées. Les participants ont convenu qu'en général, on a répondu à leurs attentes, à deux exceptions près. Premièrement, les participants souhaitaient évaluer la réunion. On leur expliqua qu'un formulaire d'évaluation leur serait remis après la réunion. Deuxièmement, les participants ont déploré le fait de ne pas avoir eu suffisamment de temps pour explorer la question du financement future dans la région.

Cet atelier a permis aux bénéficiaires de subvention et autres dépositaires d'enjeux de participer à l'évaluation de l'impact du CEPF suite à la période d'investissement de cinq ans du CEPF.

L'atelier a également permis de jeter les bases en vue d'une éventuelle collaboration et coopération. Par exemple, lors du réunion, l'existence du nouveau réseau Green Actors of West Africa (GAWA) fut présentée comme un excellent véhicule pour assurer une discussion et une collaboration continues. Le CEPF a remercié tous les participants pour leurs précieuses et honnêtes contributions, ainsi que l'EFA et ENFORAC pour avoir accueilli de main de maître la réunion de Freetown. Enfin, on informa les participants que la documentation de l'atelier serait distribuée en français et en anglais après la synthèse des discussions.

Nature et pauvreté en Afrique de l'Ouest

Discussion de groupe et présentation des leçons apprises
avec le soutien de l'Union mondiale pour la nature (UICN)

Hôtel Bintumani, Freetown, Sierra Leone

7 avril 2006

Ordre du jour de la discussion de groupe

Discussion de groupe

Objectifs : les participants expriment leur compréhension du lien entre la gestion d'écosystème et le bien-être humain, identifient les activités de soutien du fonctionnement des écosystèmes et des sociétés humaines, et créent des partenariats entre le secteur du développement et les « acteurs verts ». Les membres des secteurs de l'environnement et du développement reconnaissent l'UICN comme une source importante source d'information et de connaissances sur le lien entre la gestion d'écosystème et le bien-être humain.

Animateur / modérateur : M. Ibrahim Thiaw : directeur régional, UICN BRAO

9 h 00	Prière et propos d'ouverture Présentation de l'animateur / modérateur de la discussion de groupe	Eugene Cole – Chef de pupitre pour l'Afrique de l'Ouest – EFA
9 h 10	Présentation thématique : gestion d'écosystème et bien-être humain	Ibrahim Thiaw, UICN BRAO
9 h 30	Présentation thématique : gestion d'écosystème et bien-être humain en Afrique de l'Ouest : Perspectives de la forêt tropicale et des zones humides	Tommy Garnett, EFA
9 h 50	Pause-café / thé	
10 h 15	Panélistes	
	Mandy Barnett, CAPE Action for People and Environment	
	Rietje Grit, UICN NL	
	Eluem Blydin, Université Njala	
	Mamadou Saliou Diallo, Guinée Ecologie	
	Nnimo Bassey, Environmental Rights Action	
13 h 30	Déjeuner	

Pièce de théâtre, 14 h 30 – 15 h 00

Présentation des leçons apprises : leçons apprises et visions d'avenir

15 h 00 – 17 h 00

Objectif : les « acteurs verts » (bénéficiaires de subvention du CEPF et de l’UICN NL) présentent des exemples de réussites par le biais de photos, affiches murales et autre matériel visuel afin de faire connaître les défis relevés et les progrès réalisés pour en arriver à une gestion soutenue de l’environnement en Afrique de l’Ouest. Les affiches murales et le matériel visuel doivent expliquer comment tirer profit des leçons apprises dans l’avenir.

Conférence de presse, 16 h 15 – 16 h 45**Heure de l’apéritif, 17 h 00 – 19 h 00**

Réunion – Débat sur la Nature et la Pauvreté
Sous l'initiative de l'Union Mondiale de la Conservation– UICN
Freetown, Sierra Leone – 7 Avril 2006

Rapport et Analyse

AVANT PROPOS

Pour pouvoir appuyer et consolider la collaboration et l'harmonisation des approches à la conservation de la nature et les interventions environnementales en Afrique de l'Ouest, l'Union Mondiale pour la Conservation (UICN) a été l'initiative d'une réunion débat sur la pauvreté et la nature. Cette réunion a été suivie d'un atelier d'évaluation régionale de deux jours, convoquée par le Fond Critique pour le Partenariat de l'Ecosystème.

Le CEPF a réuni ses bénéficiaires, venant de l'écosystème forestier de la Haute Guinée, pour évaluer l'impact sur les cinq ans d'investissement dans la conservation de la biodiversité dans la région.

L'UICN – spécifiquement – a travers le Comité National Néerlandais de UICN (UICN – NL) et le Bureau Régional de l'Afrique de l'Ouest (UICN – BRAO), ont réuni quelques-uns de leurs bénéficiaires avec les partenaires CEPF, pour examiner le lien entre la nature et la pauvreté en Afrique de l'Ouest. Le gouvernement et encore d'autres organisations non-gouvernementales, ainsi que des représentants des secteurs de l'environnement, du développement et de l'humanitaire en Sierra Leone, ont également assisté au débat.

La pauvreté est largement conçue comme l'une des menaces prévalant à la conservation de la nature dans la région. L'UICN et le CEPF a la fois, reconnaissent l'impact qu'a la pauvreté sur la conservation et l'utilisation responsable des ressources naturelles ainsi que l'impact négatif qu'à la mauvaise gestion de la ressource naturelle sur les populations et leurs moyens d'existence.

Le développement en Afrique s'avère être une priorité majeure pour les agences humanitaires et globalement, les institutions multilatérales. Or, malgré l'évidence qui explique comment sont liés le bien être humain et la qualité de l'environnement, les programmes de développement n'intégrant pas adéquatement la conservation de la nature, la gestion de l'environnement et l'utilisation durable des ressources naturelles dans leurs plans prioritaires d'action.

La réunion – débat était précédée par deux présentations provenant de deux leaders dans la conservation et les problèmes humanitaires en Afrique de l'Ouest :

- Ibrahim THIAW, Directeur Régional de l'UICN-BRAO a présenté un document sur le rôle des services écosystèmes dans l'appui du bien être humain et le progrès fait vers l'entente de la vraie valeur économique et sociale de la nature. THIAW a parlé de l'impact économique du dommage environnemental et a fourni des éléments pour comprendre comment les dommages environnementaux sont capables de contribuer très largement à la pauvreté.

- Tommy GARNETT, Directeur Régional de Programmes, Environmental Foundation for Africa (EFA) a fourni un aperçu compréhensif du contexte dans lequel la conservation a lieu en Afrique de l'Ouest. Comme indiqué par l'Index Développement Humain, l'Afrique de l'Ouest est la région la plus pauvre sur le globe. Les conflits et leurs effets ont eu un très grand impact sur un grand nombre de pays dans la région. Malgré tout, l'Afrique de l'Ouest est immensément riche en biodiversité, culture et ressources minérales. Cette disparité doit être réconciliée afin que la conservation réussisse dans sa tâche de sauvegarder la nature pour l'utilisation durable par les sociétés prospères.

Les personnes suivantes ont fait partie du groupe des invités: Mandy BARNETT, CAPE Action for People and Environment, Rietje GRIT, UINC – NL, Eluem BLYDEN, Njala University, Mamadou Saliou DIALLO, Guinée Ecologie et Nnimmo BASSEY, Environmental Rights Action (FOE/Nigeria). Ibrahim TIHAW était le modérateur de la discussion. Le courant a bien passé entre les invités et les bénéficiaires CEPF, UICN, les représentants du gouvernement Sierra Léonais et les acteurs humanitaire et développement.

OBJECTIF DE LA REUNION-DEBAT

Faciliter la discussion parmi des dépositaires d'enjeux pertinents, exprimer clairement pourquoi et comment sont étroitement liées la nature et la pauvreté. Cette entente collaborative s'appuiera sur le secteur de la conservation et de l'environnement, pour pouvoir convaincre le programme de développement d'incorporer la conservation de la nature et la gestion de l'environnement dans ses priorités à travers les partenariats avec les acteurs verts. La partie suivante est un résumé des conclusions majeurs et des idées de la réunion-débat.

POURQUOI ET COMMENT LA NATURE ET LA PAUVERTE SONT-ELLES LIEES

Conventionnellement, la pauvreté était défini et déterminée par le revenu des ménages et les indicateurs macroéconomique. A l'intérieur de cette définition bien close de la pauvreté, la valeur de la nature et le rôle joué par les ressources naturelles et les services de l'écosystème ne sont pas pris en compte. De nos jours, la pauvreté se définit par la qualité des infrastructures (routes, logement), l'eau, la sante, les structures du support social (y compris l'égalité des sexes, droit de l'enfant), la connaissance et les compétences, droits (propriété foncière, les lois et les politiques – surtout ceux qui gouvernent les droits communautaires et l'accès aux ressources naturelles et autres ressources).

La nature et les ressources naturelles forment la base des économies étatiques, surtout en Afrique de l'Ouest qui bénéficie de la récolte et de la mine des matières premières telles que les minéraux, les minerais et le bois. En plus, les ressources naturelles et les systèmes naturels fournissent des services importants qui rendent la vie plus facile et plus saine. A Freetown en Sierra Leone, par exemple, la régulation de l'eau par les forêts environnantes réduit la probabilité d'inondations et fournit la provision régulière d'eau potable à la population des deux millions Freetowniens. Sans la forêt, l'eau ne serait pas

absorbée et les captages d'eau seraient très réduits, au point que de ne pas pouvoir répondre aux besoins de sa population. Déjà, la déforestation a réduit la quantité d'eau disponible et a contribué au glissement de terrain dans des quartiers résidentiels. Cet exemple démontre clairement comment la nature et la pauvreté comme définies ci-dessus sont fondamentalement liées. Un changement quelconque dans la santé de la nature aura un grand impact sur une ou plusieurs dimensions de la pauvreté.

Au point crucial du développement et les défis environnementaux en Afrique de l'Ouest et l'inconsistance entre la richesse des ressources naturelles (diamant, bois, biodiversité, minéraux de grande valeur) a travers la région et l'immense et persistante étendue de la pauvreté qui tourmente ces nations. L'Afrique s'avère la priorité de la communauté internationale. Sans améliorer la condition de vie et l'infrastructure physique et sociale en Afrique, la sécurité et la paix internationale resteront toujours incertaine. En Afrique de l'ouest l'état de l'environnement et l'utilisation des ressources naturelles ont été d'autant plus touché par la guerre et l'instabilité surtout lorsque les économies sont réalisées par l'extraction des ressources. Les conflits en Sierra Leone, au Liberia et actuellement en Côte d'Ivoire ont été alimentés par les profits des ventes illégales de bois et de diamants. Au cours du processus d'extraction de ces ressources, qui se fait sans règlement adéquat, l'environnement est typiquement négligé, ainsi une grande étendue de forêt a été détruite et des centaines de milliers de population ont été déplacé. Ces derniers s'installant dans des endroits temporaire exercent alors une énorme pression sur les ressources avoisinantes et épuisent les matières brutes tels que la terre arable, les forêts (dont ils se servent pour construire des maisons et pour faire la cuisine) ; restent alors des paysages improductifs et dépouillé de leur écosystème vital qui ne pourront plus fournir les services de base tels que la régulation de l'eau, le fuel, le matériel de construction et la nourriture pour une population déjà marginalisée. Cependant, le lien entre un environnement sain et sauf et une population jouissant de santé n'est pas adéquatement pris en compte, en dehors du secteur environnemental. L'Afrique de l'ouest, avec ses richesses de son capital naturel doit intégrer les conflits éventuels entre les agendas du développement, de l'humanitaire et de l'environnement afin que les sociétés stables mises en place puissent exister sans une importante assistance financière à long terme de la communauté internationale.

Intégrer la gestion de la conservation de la nature et de l'environnement dans le planning du développement est une solution viable pour réparer les disparités entre les richesses des ressources existant en Afrique de l'Ouest et l'abjecte pauvreté paralysant cette région. Créer des politiques environnementales adéquates qui demandent les recommandations des gouvernements et du niveau international et traduire ces politiques en actions sur le terrain à travers des interventions fournissant des outils, des informations et des compétences au secteur privé et au gouvernement sous des formes accessibles et utilisables pour eux.

Deux exemples furent cités pendant cette discussion :

- ◆ Le travail de l'IUCN d'évaluation de la rentabilité lors la restauration et remise en état des inondations du Diawling National Park en Mauritanie. La Banque Mondiale était capable d'utiliser ses chiffres pour justifier le travail de restauration

- ◆ Intégré le terrain dans l'utilisation du planning en Afrique du Sud. CAPE Action for the People et l'Environnement partagent la création et l'explication d'alternatives face aux pratiques actuelles non durable. Les intérêts environnementaux étaient alors capables d'influencer la mise en place d'un développement dans le Cape Floristic Region.

Nous avons besoin d'un agenda commun permettant de réunir l'environnement, le développement et le secteur privé. Les communautés environnementales et de conservation doivent être hardi et voir leur rôle sur un niveau élevé et aussi influencer les populations et institutions qui dépensent les financements étatiques dans leur planning.

L'Afrique de l'Ouest avait des cultures riches et variées qui lui permettait de survivre tout en profitant à l'environnement depuis près de 12000 avant J-C. Le colonialisme a eut un impact important dans cette région et a apporté de nouvelles idées et problèmes. Dans la phase post coloniale ou néo-coloniale, la communauté internationale avec les entreprises multinationales et les programmes d'aide ont une fois de plus apporté une influence étrangère dans les cultures d'Afrique de l'Ouest. Tant qu'on reconnaît que la mondialisation permet l'échange d'idées et de leçons, résoudre les problèmes d'Afrique de l'Ouest, incluant le développement des populations et des sociétés, ne peut se faire que si les stratégies sont être ancrées dans une compréhension permettant aux Ouest Africains de les mettre en relation avec leurs environs. La compréhension du système social et des croyances présent dans la musique, la littérature, les religions, les langages et autres composants des cultures fournissent les clefs pour résoudre le paradoxe du «riche mais pauvre». Après la colonisation, un sens de fierté émanait en Afrique de l'Ouest. Au même moment, la notion de « vivre en harmonie avec la nature» se faisait entendre. Alors que quarante années auparavant dans le Sahel, les gens vivaient en équilibre parfait avec leur environnement. L'augmentation de la pression sur la population et le manque de politique de gestion de l'environnement lors des nouvelles créations des états ont contribué à l'appauvrissement de la gestion de l'environnement. Les pratiques de gouvernances traditionnelles liées à la gestion de l'environnement n'étaient sans doute pas appropriées au défi immense auquel nous devons faire face aujourd'hui. En respectant le lien entre la nature et la pauvreté, les solutions devraient alors émerger de la population elle-même par la compréhension de leurs valeurs. Les populations ont besoin de prendre en main leur destiné et de devenir responsable de leur ressources naturelles. Modifier les politiques est un pas dans la bonne direction pour pouvoir s'adapter aux situations émergentes.

La dynamique du genre joue un rôle dans l'utilisation des ressources et dans la qualité de vie des sociétés. Le rôle des femmes dans la gestion des ressources naturelles est reconnu de tous. Les femmes doivent être inspirées pour devenir plus impliquées dans le secteur environnemental et partager leurs connaissances sur comment les ressources peuvent être utilisées et ainsi contribuer à la stabilité des sociétés.

Une approche régionale semble être désormais la meilleure façon de protéger l'environnement en Afrique de l'Ouest et de mettre en place des conditions suffisantes de développement. Le partage des ressources comme les bassins d'eau ou les forêts est le

point de départ logique de la perspective scientifique. Cela exige le fait que la gestion se fasse selon les frontières géographiques et non pas les frontières politiques. Le secteur de l'environnement a besoin d'un moyen d'organiser et coordonner ses efforts au niveau régional. Une approche consolidée rendra facile le travail de développement avec le secteur privé et incorporer ainsi la gestion environnementale et les principes de conservation de la nature dans les politiques et les actions. Selon le modèle CEPF de coordination utilisé dans d'autre partie du monde, comme par exemple la région du Cape Floristic et le Succulent Karoo Hotspots dans le sud de l'Afrique, les subventions et l'exécution sont coordonnées par des mécanismes locaux de coordination qui assurent, non seulement que les prêts individuels complètent les uns et les autres mais contribuent à un effet portfolio encore plus large réunissant ainsi tous les dépositaires d'enjeux concernés, pour pouvoir régulièrement partager les idées, les leçons apprises et coordonner les activités politiques sur une ampleur encore plus étendue. L'UICN-NC est actuellement en train de mettre en œuvre sa première phase du Point Focal Régional (PFR) initiative visant à améliorer la coordination globale de son investissement en opérant par l'intermédiaire d'une organisation cible (en Afrique de l'Ouest, ce rôle est joué par l'Environnement Foundation for Africa). Le PFR vise à améliorer la synergie parmi les partenaires et coordonner les activités, au niveau régional telles que les recommandations et les communications (partager les leçons apprises, élever le profil de l'environnement Ouest Africain).

Le réseau des Green Actors of West Africa (GAWA) créé par des organisations impliquées dans le mouvement environnemental de conservation, la plupart appuyé par l'UICN-NC et le CEPF s'avère un nouveau modèle régional de collaboration et de communication (www.gawa.nu) en Afrique de l'Ouest. Avec l'appui du réseau GAWA, les acteurs verts travailleront ensemble afin d'intégrer les priorités de conservation de la nature dans les programmes de développement d'Afrique de l'Ouest. Un projet pilote sera entrepris en 2006 pour améliorer les capacités des membres du réseau GAWA et de mener des campagnes de recommandations plus efficaces.

RESUME

Comment sont liées la pauvreté et la nature ?

- La pauvreté prend en compte plusieurs dimensions, y compris l'accès à la qualité des infrastructures, l'eau, la santé, l'hygiène, les structures de support social, la connaissance et la technique, et enfin le respect des droits de l'homme.
- Les services de l'écosystème (nourriture, fourrage, bois, régulation du climat et l'air, l'écoulement de l'eau, la protection des côtes) s'appuient sur ces dimensions.
- Lorsque le système écologique fait défaut et les ressources naturelles sont gravement réduites, la qualité de vie diminue et la pauvreté (comme définie ci-dessus) est exacerbée.

Est-ce que la conservation environnementale peut avoir lieu sans considérer le contexte de pauvreté ?

- La conservation de la nature et les interventions environnementales sont durables que si la question de la pauvreté n'est pas sérieusement prise en compte parce que l'environnement est le fondement de la vie.
- Les ressources naturelles et le système écologique sont les sources directes des matières premières pour maintenir les subsistances et les économies.

Quels sont les moyens permettant d'assurer le lien entre la nature et la pauvreté ?

- Intégrer la science connue sur la gestion des écosystèmes dans le développement et les autres processus de planification afin d'intégrer l'environnement dans tous les programmes.
- Les acteurs de l'environnement et du développement doivent travailler en partenariat pour harmoniser leur agenda.
- Les experts dans la conservation de la nature et l'environnement fournissent des outils permettant d'aider les acteurs du développement à incorporer les principes environnementaux dans leur planification.
- Améliorer l'accès aux terres et les droits des populations locales.
- Créer des politiques adéquates, surtout au niveau régional
- Travailler d'une manière participative avec les communautés locales
- Se rappeler que ceci est un processus à long terme !

Qui sont les acteurs qui ont besoin d'être impliqués dans la création du lien ?

- Les acteurs environnementaux et de conservation, les agences de développement, les gouvernements, les organisations non gouvernementale, ayant des larges compétences sur les sujets de la santé , du genre, des problèmes sociaux , des communautés. La réponse se trouve dans le partenariat.

Quelle est la place de la culture dans cette discussion ?

- Les solutions aux défis du développement et de l'environnement doivent être inspirées et appropriées par les Ouest Africains.
- Se servir de l'histoire comme une source gigantesque de connaissance afin d'être mieux informer pour les prises de décisions sur les sujets de l'incorporation des actions environnementales et de pauvreté.
- En effet ces connaissances représentent une partie de la richesse en Afrique Occidentale dont on peut se servir pour surmonter le paradoxe d'une région jouissant de richesses mais pauvre.

Débat sur la nature et la pauvreté

Sous l'initiative de l'Union Mondiale de la Conservation (IUCN)

Animateurs:

IUCN – Ibrahim Thiaw

Introduction de l'IUCN

Intégrer l'approche du développement durable

Parvenir à ce que le bien être humain ne soit pas une vue étroite du développement comme un soulagement à la pauvreté. Le lien entre le bien être humain et la nature peut être expliqué en examinant comment les services de l'écosystème influencent les composants du bien être.

Les services de l'écosystème supportent les facteurs du bien être :

Ces services peuvent être regroupées en trois parties :

- La régulation : La dégradation de l'environnement affecte la santé de l'homme (ex malaria)
 - Climat, inondation et régulation des maladies
 - Purification de l'eau
- L'approvisionnement : les ressources naturelles de base
 - Nourriture, eau fraîche, bois et fibre, carburant
- La culture
 - L'esthétique, le spirituel, l'éducation, les valeurs ludique de la nature

Ces services influencent les éléments suivant du bien être :

- La sécurité
- Les matériaux de base du bien être
- La santé
- De bonne relation sociale

Les composants du bien être se caractérisent par la liberté de choix et d'action tant que celles-ci sont une opportunité pour que les valeurs individuelles (d'entreprendre et être) se réalisent.

L'expertise de l'IUCN des produits de l'écosystème :

- Plaine alluviale de Tana (pêche, produits de forêt, pâturage, inonder-récession, agriculture, transport marins et d'eau douce) évalué à \$3 millions/année (25.350/ménage)
- - Les études économiques contribuent à ce que des établissements tels que la Banque Mondiale lutte pour la conservation de nature. L'évaluation fournit un contexte pour elles pour comprendre les valeurs à côté d'autres priorités - voir comment des ajustements de conservation contribuent à l'allègement de la pauvreté.

EFA, Tommy Garnett

Le développement a limite les ressources et se projeté désormais sur les ressources restantes

Les facteurs économiques, l'économie ouest africaine est dirige par l'extraction des ressources

Facteurs de conflits :

- Souvent lies avec l'environnement (mine illégal au Liberia)

- Migration (ex, Nimba-30.000 refugies) qui le plus souvent augmente la population
- Inversion d'investisseurs pour WA
- Les refugies détruisent les palmiers ce qui provoque un impact direct sur l'économie locale, impact immédiatement visible.
- les impacts directs sont les déplacements, la violation des droits humains, l'exploitation des ressources et le manque de lois et d'ordre.
- Les impacts indirects sont la contrebande, la drogue, les enfants soldats et l'instabilité régionale

Les acteurs de l'environnement doivent :

- Chercher à trouver des financements avec leur propre gouvernement
- L'intégration de l'environnement, faire que les gouvernements intègrent la gestion de l'environnement dans leurs principales priorités (l'exploitation des mines, le transport, etc.... et les choses indirectement liées.

Invités

Facilitateur, Ibrahim Thiaw , directeur régional, IUCN BRAO

Eluem Blydin, chef de service, les sciences biologiques, université de Njala (Freetown)

Nnimo Bassey, directeur de Environmental Rights Action (FoE/Nigéria)

Mandy Barnett, institut national de biodiversité pour l'Afrique du Sud

Rietje Grit, Head of Small Grants Fund , IUCN NL

Mamadou Saliou Diallo, président et directeur de programme, Guinée Ecologie

Questions du facilitateur pour le débat :

Qu'est ce que nous voulons dire par « pauvreté », et que comprenez vous de la pauvreté ? (Rietje Gritt)

Le ministre des Affaires Etrangères (coopération pour le développement) est le principal donneur des programmes des petites subventions de l'IUCN NL.

-L'objectif initial était de conserver les forêts et la biodiversité et demandait des résultats en hectares de forêts conservées.

-Maintenant le ministre demande comment les contributions données contribuent à la réduction de la pauvreté. (La priorité des donneurs a changé)

-Comme ces programmes sont une initiative de conservation, l'IUCN NL recherche un chemin afin de lier la conservation et la pauvreté.

-Utiliser l'approche du gagne-pain du DFID (L'agence pour le développement du Royaume Uni)

-Le revenu, bien qu'il ait son importance, n'est pas le seul indicateur de pauvreté.

-D'autres dimensions sont prises en compte: les infrastructures (les routes, les maisons, l'eau, l'hygiène et la santé), le social (structures de support, incluant les questions de genre, l'approche intégrée des femmes), la connaissance et la technique (qui vient de la formation, les efforts concernant le renforcement des capacités), les droits (l'accès aux terres, les lois et la politique – tous ce qui permet de protéger les communautés de l'exploitation)

-La pauvreté ne doit pas être réduite à la mentalité d'un dollar par jour.

-Les ONGs sont actives dans de nombreux types d'activités.

-Nous devons démontrer l'intérêt de l'approche intégrée

Comment la pauvreté, les questions de l'intégration à l'environnement et au développement peuvent être organisées. Quels types de méthodologie utilisez vous pour s'assurer que l'environnement est intégré dans l'organisation ? (Mandy Barnett)

L'agenda du développement peut avoir un impact négatif sur la biodiversité>

Aussi nous essayons d'intégrer l'approche à la biodiversité pour s'assurer que ces questions y sont incluses.

Exemples :

La planification des terres est utilisée en Afrique du Sud. Les autorités locales produisent des plans pour connaître les endroits qui peuvent être développés. Alors les acteurs du développement et de la conservation doivent fournir des informations accessibles aux autorités locales pour s'assurer que ces plans correspondent au maintien des fonctions des écosystèmes.

L'agriculture en Afrique du Sud. L'agriculture est la principale source de travail dans la région du Cap Floristique et la transformation des terres pour l'agriculture est la principale menace dans cette région. Nous travaillons avec des fermiers qui mènent les processus de planification afin d'identifier d'importantes régions de biodiversité sur leur terres et de fournir des informations qui peuvent aider les fermiers à choisir des régions moins importantes pour la biodiversité et avoir plus de chances d'avoir un permis d'exploiter de la terre. Les fermiers deviennent les protecteurs des terres.

Si vous avez l'habileté d'inclure l'environnement dans les PSRP, que incluez-vous spécifiquement ? (Eluem Blydin)

Les choses que nous faisons autour de nous passent par la culture – la pauvreté nécessite la possibilité de pouvoir changer une situation. Il est très important de regagner la dimension culturelle. Nous avons besoin de changer la situation, mais nous avons besoin de nous réapproprier notre culture tant que nous pouvons encore le faire. Nous sommes en train d'être comparés à une échelle à laquelle nous ne pouvons rien créer, tel que le G8, et ceci n'est pas réaliste.

La théorie des PSRP nous compare implicitement comme des modèles abstraits.

Nous devons investir notre savoir dans le fonctionnement des choses ici, pour encourager les gens à regagner leurs valeurs, ces valeurs étant un moyen de contribuer au monde sur une échelle globale.

Questions ouvertes au parquet

John De Marco, Gola forest Program – J'ai souvent entendu débattre au sujet de la conservation et du développement, certains disent que c'est bien, d'autres disent que ça rend les personnes pauvres. Aucun de ces deux côtés a raison ou pas. C'est la façon dont on fait la conservation qui est importante. Montrer que nous sommes capables d'améliorer le quotidien des gens (dans leurs opinions) et dans un sens général, et pas seulement leur revenu, n'ont-ils pas des sourires sur leurs visages ?

Jules Adjima, Les Compagnons Ruraux, Au Bénin, il y a des forêts marécageuses, où les gens dans des petits villages ont des activités diversifiées, telles que la récolte d'escargots pour le commerce et la vente. Mais quand les acteurs de la conservation viennent et déclarent que les escargots ne doivent pas être récoltés et interdisent leur collecte et doivent se mettre uniquement à l'aquaculture. Il devient alors évident que l'aquaculture ne permet pas d'avoir assez d'argent pour les gens. La conservation ne devrait pas agir de la sorte. Nous promouvons le lien entre les gens et leur environnement. Nous sautons les étapes qui mènent à la conservation – la conservation de l'écosystème maintient ce lien, même si il y a des stratégies locales, le lien doit être perçu comme un moyen qui ne fait pas de tort aux populations mais qui leur profite.

Ralph Woods, CEEB – Comment pouvons nous réduire la pauvreté dans notre propre cadre culture ? Les acteurs de la conservation sont aussi concernés par la conservation des valeurs culturelles. Nous utilisons les valeurs culturelles. Que pouvons nous faire? Comment pouvons nous le faire?

Richard Sambolah, FFI – Nous devons prendre en compte les influences qui ont été diluées dans notre culture (en Afrique de l'Ouest). Nous devons reconnaître cela.

Paulinus Ngeh, Birdlife International – Les femmes jouent un grand rôle et nous savons cela. Essayer d'amener un débat avec les femmes pour qu'elles disent ce qu'elles ont besoin pour être une femme, et non pas être un homme avec une robe. Qu'est ce que la femme veut en réalité ? Sommes nous en train de mener les femmes en dehors de leur culture pour faire ce que nous voulons qu'elles fassent ?

Réponses des invités :

Nnimo Bassey:

“Les femmes ont toujours été mise au premier rang dans la conservation – elles prennent les ressources naturelle et après elles les remettent. Nous devons penser la question du genre avec une vision positive.

Saliou Diallo – répond au parquet :

Le régional et le global sont les niveaux les plus souvent représentés. Je pense que nous devons revenir au niveau local et l'intégrer. John de Marco dit que tout dépend comment nous réalisons la conservation. Jules Adjima dit que les activités ne mènent pas à un changement positif. Alors, devons continuer à garder les choses qui ne marchent pas ? Tout dépend de comment nous les faisons. Stratégie de marketing ? Si je me place à un niveau local, la pauvreté se définit alors de la façon la plus basique – des enfants nus avec un gros ventre, ils ne vont pas à l'école, ils n'ont pas assez de nourriture, de sécurité, les femmes sourissent mais cachent la difficulté de leur quotidien et les hommes sont assis autour à boire le thé. Comment sera le futur ? Si j'ai à le définir, j'aimerais dire donner de la nourriture, des vêtements et mettre une bonne table pour manger. Comment tous les acteurs (politiques, intermédiaires, organisation non gouvernementale, société civile) peuvent-ils travailler ensemble afin d'avoir un changement réel et observable sur le terrain ? Sur le terrain, nous avons l'impression que rien ne change. Un projet de 25 millions de USD échoue. Pourquoi ? Que pouvons nous faire?

Eluém Blydin -

La culture occidentale n'a pas été diluée, mais enrichie comme la tradition africaine a enrichi la tradition occidentale. Si nous nous accrochons pas à nos traditions (qui peut être sont occidentales), nous changerons avec l'influence chinoise. C'est au sujet des fondements – externaliser en dehors des bâtiments, des avions, pour maintenir notre identité.

Les styles de vies affectent l'environnement autant que la façon de vivre.

Tommy (dans sa présentation) réfute le fait que l'Afrique de l'Ouest est pauvre – il montre toutes les statistiques, mais après dit que l'Afrique de l'Ouest n'est pas pauvre. Elle a la jeunesse et la diversité. L'Afrique est perçue comme le continent le plus pauvre et l'Afrique de l'Ouest est la

partie la plus pauvre du continent, donc la plus pauvre au monde. Encore que l'Afrique de l'ouest a ses propres richesses. C'est un paradoxe. Nous sommes riche et pauvre. Qu'est-ce qui ne va pas ? Que devons-nous changer pour régler ce problème ?

Nnimo Bassey – quelqu'un a dit que nous sommes si pauvres parce que nous sommes si riches ! Nous sommes pauvres dans un seul sens, pauvres en matière de gouvernance. Il y avait un trou dans la gouvernance et tout le monde est tombé dedans. Les acteurs de l'environnement ne s'intéressent pas à la politique. Si les communautés ont une parole sur comment les ressources sont utilisées, cela leur permettrait d'avoir une voix plus forte en matière de prise de décision. Les gens ont besoin de lois qu'ils puissent accepter au plus bas et au plus haut niveau. Les intérêts impériaux sont maintenant représentés par les initiatives transnationales. Nous devons regagner notre souveraineté. Les votes doivent être comptés. Les votes n'étaient pas comptés pendant beaucoup de décennies au Nigeria. Nous ne pouvons pas compter sur les politiques, si notre vote n'a pas d'importance.

Ibrahim Thiaw – Question aux invités et au parquet : Pouvez-vous apporter aujourd'hui des solutions pour changer le paradoxe que l'Afrique de l'Ouest est riche et pauvre ?

Saliou Diallo – La conservation peut-elle améliorer les conditions de vie des gens ? Nous essayons une méthode qui s'appelle le marketing des arbres – les gens ne vont pas planter des arbres pour la forêt. Nous leur avons demandé s'ils étaient intéressés mais les communautés ne vont pas planter des arbres car pour eux la nature approvisionne la forêt. C'est pourquoi nous leur expliquons que les arbres sont drastiquement en déclin.

Mandy Barnett – Le dilemme est l'accès et l'utilisation des ressources. Ce qui est important est de travailler à un niveau stratégique sur le terrain apportant quelque chose aux gens. Trouver un mécanisme pour utiliser les ressources d'une façon durable. Exemple du Cape - Baviaanskloof Megareserve – les communautés de la réserve utilisaient illégalement des ressources et l'agriculture a échoué dans cette région. Les partenaires ont légalisé ces ressources pour les communautés et ont ainsi créé de l'emploi et le tourisme qui était attendu dans cette région. Nous avons besoin des deux niveaux – sur le terrain et des politiques permettant de faire quelque chose.

Eluem Blydin – Regarder ce qu'il arrive quand on met un prix spécifique sur une ressource et non sur une autre. Le cas du diamant :

Global – Valeur du diamant

Communautés – diamant pas important

La Sierra Leone est dans le milieu maintenant pour utiliser deux règles différentes

Sérénité du gain – contrôle du gain – souveraineté

Il y avait une suggestion hier qui était que les efforts d'échelles sur les sites sont une façon de faire de la conservation. Personne n'approuvait hier, mais maintenant moi j'approuve. Nous devons mener la biodiversité avec avidité. Business modèle. Expliquer les chiffres. Nous devons nous prendre au jeu pour gagner la partie. La conservation doit utiliser plus que l'altruisme pour sauver le monde.

Rietje Grit – Dans la partie ouest du Mali, chaque famille a au moins un fils en France. La France semble être la terre des opportunités. Au Mali il y a beaucoup de vaches, que font-ils avec les

crottes de vaches ? Pourquoi ne pas les sécher et les vendre comme fertilisant ? Pourquoi ne pas collecter les fruits des arbres Baobab, très abondant dans cette région ? Pourquoi les gens ne font pas une utilisation plus importante de leurs ressources ? Maintenant les gens au Sénégal commencent à le faire. Nous devons essayer de réanimer un sens de fierté dans les actions des gens. Aux Pays Bas , nous avons de très nombreux problèmes (trop d'eau) mais il y a longtemps les gens ont choisi de travailler ensemble et de faire quelque chose.

Saoudata – Il y a quarante ans les gens du Sahel vivaient en harmonie parfaite avec leur environnement. Une biodiversité riche, du bétail, des gens cherchaient la colonisation, des nouveaux états à prendre, et ces nouveaux états ont pris la même direction que les colonisateurs et ont construit des juridictions dont les gens n'étaient pas d'accord. La gestion de l'environnement n'était pas incluse. Revenir à des valeurs traditionnelles. Posez vous la question – Comment les gens ont réussi à gérer leur environnement de façon durable pendant des milliers d'années.

Silas Siakor – Nous avons reconnu le lien entre la pauvreté et la conservation mais nous voyons encore qu'il y a un problème. Nous sommes peu enthousiasmés pour faire les choses justes. Nous sommes en train de mettre en place un réseau de zones protégées au Libéria – Avons-nous demandé l'avis des communautés et compris comment ils utilisent leurs ressources – avons-nous impliqués les communautés ? Tout le monde dit oui, mais après cinq mois plus tard quelqu'un dit qu'il n'y a pas le temps et donc ne le font pas et font simplement une étude de bureau. Nous savons ce qui est juste mais nous devons maintenant faire ce qui est juste.

Gordon Adjonina– Cameroon Wildlife Conservation Society – Riche et encore pauvre. Les Papiers de Stratégies de Réduction de la Pauvreté. Nous construisons des outils et la culture est le lien des ressources naturelles. Nous avons besoin d'un bâton d'un mètre pour mesurer. Nous jouons avec un système fragile qui est élastique.

Bryna Griffin – GCF – Les femmes ne devraient pas attendre travailler de la même façon que les hommes, les endroits de travail (en particulier dans la conservation des champs) doivent être accommodés à la façon dont les femmes travaillent. C'est ce que je pense la citation de la femme Paulinus.

Dr. Kamera – Dept of Forestry, SL – des petites choses sont fournies pour la conservation. De nombreuses discussions à COPs, NYC, La conservation a beaucoup à faire avec les valeurs et les styles de vies. Le gouvernement dit que la forêt est importante. 95% de la population de SL dépend du bois énergie. Que pouvons nous faire pour changer ça ? Au Brésil, ils utilisent l'éthanol. Quels sont les alternatives? Sans ces dernières nous continuerons à voir la perte de la biodiversité. Les ONGs doivent travailler en consultation avec le gouvernement pour améliorer les choses qui se passent sur le terrain.

Sylvain Dufour – FFI – Surpris d'entendre une discussion sur la conservation et la façon de vivre et non l'utilisation durable des ressources naturelles. Nous devons orienter notre travail sur l'utilisation durable et renouvelable des ressources naturelles. Changer les comportements prend du temps. A la place, pour ma part, la conservation doit mettre en place un système qui autorise la conservation basée sur une utilisation durable des ressources naturelles.

Don Kris – Friends of the Nation – Tandis que nos efforts sont dirigés par les alternatives aux façons de vivre, nous nous concentrons de trop sur les gens. Sommes nous les bonnes personnes pour dire à ces gens qu'ils sont pauvres ? Ces questions doivent être répondues. A un niveau politique, nous ne sommes pas durables. Quels sont nos cibles. Nous avons besoin d'un engagement régional qui doit être consolidé.

Juliet Ceesay – C'est au sujet des gens, les laisser voir ce qu'ils ont. Nous ne pouvons dire, faire, et fournir leur façon de vivre. Une fois qu'ils ont compris, après tu peux conserver. Ce n'est pas juste pour les touristes, les chercheurs, c'est pour vous, et non pour nous, maintenant dites nous comment nous pouvons vous aider et prendre soin de ça. Nous recevons des fonds strictement liés aux activités de conservation. Les agences ne nous donnent pas des fonds pour le bien être, les écoles, etc mais c'est ce que les gens ont besoin.

Letla Mosenene – FFI – J'entends au sujet de la culture mais c'est un dilemme avec le gouvernement. Que font les agents de la conservation au sujet de la bonne gouvernance et de la démocratie ? C'est de là que la possession émane.

Daniela Lerda – CEPF – Question aux invités : Que pensez vous de la motivation des communautés locales?

John Oates – Les humains sont mais il y a une seule espèce sur la planète. Y a-t-il d'autres espèces qui n'ont pas le droit de prendre la place – parcs nationaux ?

Wadja Egnankou – La discussion est bonne mais nous devrions nous quitter avec des idées concrètes.

Linus – UNHCR Focal Point for Environment. Trouver un équilibre. Fournir des alternatives. Nous devons trouver des alternatives pour que les gens puissent réduire leur impact

Saliou Diallo – En 1960 la Malaisie et le Ghana avait le même statut. Depuis 1996, la Malaisie a doublé ses chiffres du développement. Comment ils ont fait ça ? La seule différence est qu'ils ont pris avantage des opportunités tandis que nous nous n'avons pas un élan interne pour le développement. Nous accusons la Banque Mondiale de nous mettre dans situations difficiles, parce que la Banque Mondiale change ces critères. Nous avons besoin de solutions locales et de combiner des plans à niveau local.

.

Rietje Grit– la raison d'être de cet atelier est de donner plus d'explication sur les deux liens. Des billions de dollars sont disponible pour le développement en Afrique. Ce que nous devons faire c'est convaincre les donneurs que l'environnement est une partie du plan.

Mandy Barnett– La proposition du jour est d'arriver à comprendre ce que nous voulons accomplir. Nous savons désormais que le problème est difficile et soulève de nombreux problèmes. L'approche intégrée des agendas, des capacités, de l'humanitaire, et seulement avec un partenariat avec la société civile, les donneurs et les gouvernements, afin de venir avec un seul agenda qui permettra de fournir aux gens et à l'environnement la façon la plus durable. Nous avons besoin d'un seul agenda et non pas une compétition d'agendas.

Nnimo Bassey – Nous devons demander un moratoire sur l'exploitation des mines en Afrique de l'Ouest pour les cinq prochaines années, afin d'évaluer ce qu'il va arriver – entreprendre un audit

sur cet impact – et aussi planifié ce qui est faisable dans le futur. Le gouvernement a tellement tardé que les populations n'ont rien.

Eluem Blydin – nous jouons toujours avec les juridictions coloniales. Nos lois protègent ce que les colonisateurs voulaient protéger. Nous avons besoin d'éducation et d'impliquer nos gouvernements. Nous avons besoin d'avoir un regard sur nos lois. La coordination régionale a besoin d'être développée et nous devons nous démarquer de la dépendance des donateurs. Être hardi et développer les mécanismes qui contribuent à la conservation /environnement. Utiliser les muscles. Conceptualiser la gestion de l'environnement afin que tout le monde ait un rôle à jouer. Technologie – peut avoir un impact efficace sur la nature. L'âge de l'information. Nous avons besoin d'encourager plus la participation.

Wrap up

Ibrahim Thiaw --

- Début avec la définition de la pauvreté – ne se mesure pas seulement en valeur monétaire
- Comparaison entre la forêt et les terres sèches. Les terres sèches doivent passer 1/3 du temps dans le rassemblement du bois.
- Nous devons améliorer le fait que les projets de réduction de la pauvreté aient un impact négatif sur l'environnement et sont la cause de répercussions négatives.
- Démontrer davantage que l'environnement peut contribuer à l'économie
- Besoin d'alternative. Certains des projets du CEPF correspondent bien au développement d'alternatives
- Politique – nous ne devons pas être assez impliqué dans la pauvreté. Nous devons travailler en partenariat pour mettre nos initiatives de niveau local à un niveau de politique.
- L'intégration régionale – de nombreux partages de ressources (2, 3, 4 et plus de pays). L'eau – bassins de rétention à un niveau international. Il y a des possibilités d'échange entre les terres côtières et les terres intérieures – deux types d'écosystème (forêt et savane) – La complémentarité n'a pas été explorée. L'échange est très important entre les deux.
- Les industries d'exploitations minières ont une grande part de responsabilité dans le paysage Ouest africain. Nous avons besoin de venir avec des normes pour que l'impact soit réduit. Aussi nous notons que de nombreuses mines sont exploitées par des entreprises étrangères. Nos lois se rapportant à l'exploitation minière sont très faibles.
- L'Afrique de l'Ouest est considérée pauvre de façon très différentes mais il y a de nombreuses possibilités. La paix et la sécurité dans le monde ne peut pas être sur, globalement le développement ne peut pas arriver sans l'Afrique à son bord. Beaucoup de changements positifs sont en train d'arriver en Afrique. Les choses sont discutées ouvertement ce qui n'était pas le cas dix ans auparavant.
- Nous n'avons pas de mécanismes de coordination régionale – mais nous devons développer cela afin d'avoir une organisation forte à un niveau régional
- Une coalition est en train d'être organisée pour que les West Africa Forest Initiative, dans lequel les acteurs sont invités à travailler ensemble pour influencer les politiques et les têtes de des états. Tous les participants sont invités à travailler ensemble, et une réunion sera planifiée en juin ou juillet prochain. (maintenant planifié le 3-4 juillet à Ouagadougou, Burkina Faso)

ANNEXE I. CEPF Questionnaire sur le projet du CEPF

QUESTIONNAIRE SUR LE PROJET DU CEPF

CEPF a eu le plaisir d'appuyer votre organisation dans le cadre du ou des projets suivants :

Votre nom :

Nom de l'organisation :

Titre du (des) projet(s) :

Ce questionnaire devrait vous prendre 15 minutes ou moins à remplir.

Pour toutes questions concernant ce questionnaire, veuillez écrire à Evy Wilkins :

evy_wilkins@yahoo.com.

Merci !

I. Direction stratégique du profil de l'écosystème :

1. Veuillez expliquer brièvement comment votre projet a contribué aux directions stratégiques suivantes, telles qu'énoncées dans le profil de l'écosystème du CEPF :

DS1 : Améliorer les compétences des institutions pour la conservation.	
DS2 : Établir un système de surveillance de la biodiversité des hotspots	
DS3 : Développer des corridors de conservation	
DS4 : Sensibilisation du public	
DS5 : Fonds d'action pour la biodiversité	

II. Indicateurs d'impact :

2. Voici une liste des objectifs du CEPF pour l'Écosystème forestier de Haute Guinée. Veuillez expliquer brièvement dans la colonne de droite si et comment votre projet a contribué à la réalisation de ces objectifs. Si votre projet n'avait pas rapport à un objectif particulier, laissez l'espace vide.

A. Hausse du nombre de professionnels de la conservation appuyant les systèmes des zones nationales protégées de la région.	
---	--

B. Les ONG nationales et autres participants du secteur privé œuvrant dans le secteur de conservation de la biodiversité ont augmenté leur personnel, diversifié leurs compétences et étendu leur couverture.	
C. Augmentation du financement des activités de conservation dans le hotspot afin d'atteindre un niveau minimum représentant le double du financement initial du CEPF d'ici la fin de la période de financement du CEPF.	
D. Preuve de la collaboration transfrontière accrue	
E. Preuve de l'implication accrue de la communauté locale dans la planification de la conservation	
F. Preuve des zones protégées dans Greater Nimba Highlands.	
G. Preuve des zones protégées au Complexe Sapo-Tai.	

H. Preuve des zones protégées dans les forêts du sud-ouest du Ghana / sud-est de la Côte d'Ivoire.	
I. Preuve des zones protégées dans le Complexe Gola/Lofa/Mano du Liberia et de la Sierra Leone	
J. Preuve des zones protégées dans le corridor Hornbill (y compris le Parc national Marahoué)	

3. Votre projet a-t-il eu impact sur un aspect autre que ceux qui sont énumérés ci-dessus ?

Non_____ **Oui**_____

Si oui, veuillez préciser :

4. Votre projet a-t-il contribué à la protection d'espèces menacées ? Si oui, lesquelles ?

5. Selon vous, la société civile est-elle davantage impliquée dans la conservation et le développement suite aux investissements du CEPF ?

6. Selon vous, quels types d'activités les donateurs doivent-ils appuyer dans l'avenir pour améliorer les compétences des groupes locaux en matière de conservation de la biodiversité ?

7. Si une autre organisation devait mener votre projet, quel conseil lui donneriez-vous, autrement dit, quelle est la plus importante leçon que vous avez apprise ?

8. Quels sont les points forts du CEPF ? Quels aspects du CEPF doivent être améliorés ou modifiés ?

Nous apprécions grandement vos commentaires. Merci.

Annexe II. Liste des participants

Saoudata Aboubacrine
Directrice

Tin Hinan, Burkina Faso
Tél. : (226) 50358275 / 702122251
Fax : (226) 50358975
tinhinanbf@yahoo.fr

Jules Adjima
Directeur principal
Les Compagnons Ruraux
Rue Adolescent Epanoui, Togo
Tél. : (228) 441 14 43
Fax : (228) 441 1444
compagnonsruraux@yahoo.fr

Kossi Agbalenyo
Coordonnateur général
Association pour la Gestion Intègre et
Durable de l'Environnement (AGIDE)
P.O.Box 149, Tsevie, Togo
Tél. : (228) 909 0584
agidetg@yahoo.fr

Gordon Ajonina
Directeur de projet
Cameroon Wildlife Conservation Society
(CWCS)
BP 54 Mouanko, Littoral Province,
Cameroun
Tél. : (237) 7515241 / 7873108
cwcmko@yahoo.fr
gordonajonina@yahoo.fr

Rosalind Hanson-Alp
Consultante
Sierra Leone
232 76 676058

Javier Alvarez
Directeur de projet principal
Living Earth Foundation
5 Great James Street, London WC1N 3DB,
Royaume-Uni
Tél. : 44 (0) 20 7440 9754
Fax : 44 (0) 20 7242 3817
Javier@livingearth.org.uk
www.livingearth.org.uk

John Anane
Directeur de projet, Kuapa Kokoo Ltd
P.O. Box AN 23044, Ash Town, Kumasi,
Ghana
Tél. : (233) (051) 23277
Fax : (233) (057) 23277
ananejohn@yahoo.com
www.kuapakokoo.com

Augustus Asamoah
Coordonnateur – recherche sur la
biodiversité
Ghana Wildlife Society
Box 13252, Accra, Ghana
Tél. : (233) 21-665197/(233) 244519719
Fax : (233) 21-670610
wildsoc@ighmail.com
www.ghanawildlifesociety.org.gh

Mendi SJ Bangura
Conseiller
Conseillers locaux
Sierra Leone

Sama Banya
Conseiller principal du Président sur
l'environnement
Gouvernement de Sierra Leone
Tél. : 232 76 601 015

Mandy Barnett
Responsable du développement de
programme C.A.P.E.
South African National Biodiversity
Institute
Private Bag X7, CLAREMONT, 7735
Afrique du Sud
Tél. : (27) 021 799 8790
Barnett@capeaction.org.za
www.capeaction.org.za

Safiatou Barry
Interprète
Pigiste
Burkina Faso
Tél. : (226) 70 214114
barrysafiatou@yahoo.fr

Nnimmo Bassey
Directeur principal
Environmental Right Action (ERA)
214 Uselu, Lagos road-PO Box 10577
Ugbowo, Benin coty, Nigeria
Tél. : (234) 52600165
Fax : (234) 52602680
nnimmo@eration.org

Eluem Blyden
Directeur des sciences biologiques
Université Njala
Private Mailbox, Freetown, Sierra Leone
Tél. : (232) 76 636 010
eluem_blyden@yahoo.com

Scott Bode
USAID, États-Unis
sbode@usaid.gov

JS Datuama Cammue
Directeur du programme/des médias, Green
Advocates
Crown Hill Plaza, 2nd floor, Corner
Broad,McDonal St,Box 5643 Monrovia,
Liberia
Tél. : (231) 77 099608/ 6 560313
greenadvocatesadm@yahoo.com
www.greenadvocate.com

Juliet Ceesay
Directrice de projet
Environmental Foundation for Africa/TIAC
1 Beach Road, Lakka, Freetown PMB 34,
Sierra Leone
Tél. : (232) 76 755146
jeceesay@yahoo.com
www.efasl.org.uk

Eugene Cole
Chef de bureau Afrique de l'Ouest
Environmental Foundation for Africa
1 Beach Road, Lakka, Freetown PMB 34,
Sierra Leone
Tél. : 232 33 362 968
eugchris@yahoo.com
www.efasl.org.uk

Gilbert Cooper
Représentant
Ministère de l'Education
Sierra Leone

Eric Coppenger
Responsable du développement régional
Conservation Internationale
1919M St, NW, Suite 600, Washington DC
20036, USA
Tél. : 1 (202) 912 1361
Fax : 1 (202) 912 1026
ecoppenger@conversation.org
www.conservation.org

John DeMarco
Directeur de projet ; Programme de la Forêt
de Gola
Royal Society for the Protection of Birds
C/O District Forestry Office PO Box 84
Kenema, Sierra Leone
Tél. : (232) 76 781 740
demarcojohnf@yahoo.ca

Djibril Diallo
Coordonnateur de l'ONG
Colufifa-Guinée
BP: 29 Dabola, Guinée
Tél. : (224) 54 53 59
guineecolufifa@yahoo.fr

Kolon Diallo
Coordonnateur de la logistique
Guinée Ecologie
B.P. 3266, Conakry, Guinée
Tél. : (224) 30462496 / (224) 60526929
bolodiallo@yahoo.fr

Mamadou Saliou Diallo
Coordonnateur des Programmes
Guinée Ecologie
B.P. 3266, Conakry, Guinée
Tél. : (224) 30462496 / (224) 60287994
dmsaliou@mirinet.com

Samba Tenin Diallo
Coordonnateur, Projet de surveillance Fouta
Dallon
Centre National des Sciences Halieutiques
de Boussoura
B.P. 3738 / 39, 14, Corniche Sud, Conakry,
Guinée
Tél. : (224) 342151/ 46 44 91
Fax : (224) 45 19 26 / 41 35 23 / 40 91 07
stdiallo@cnsnb.org.gn
www.cnsnb.org.gn

Sita Djerma
Interprète, pigiste
Burkina Faso
Tél. : (226) 70200058 76 624088
sitadjerma@yahoo.fr

Rachel Doherty
Directrice des affaires politiques
Ambassade des États-Unis
Corner of Walpole and Siaka Stevens Street,
Freetown, Sierra Leone
Tél. : 23222226481
DohertyRT@state.gov
<http://freetown.usembassy.gov/>

Mevuta Donkris
Directeur principal
Friends of the Nation
PO Box MC-11, Takoradi, Ghana
Tél. : (233) 31 21283 / 244 520 686
friends@africaonline.com.gh

Jessica Donovan
Directrice, Programme de l'Afrique de
l'Ouest
Conservation Internationale
1919 M Street, NW, Washington, DC
20036, USA
Tél. : (202) 912-1000
j.donovan@conservation.org
www.conservation.org

Sylvain Dufour
Directeur de projet externe
Fauna & Flora International / Sylvatrop
26 Route de Vannes - 44100 Nantes - France
Tél. : (33) 2 40401802
sylvaduf@yahoo.fr

Mathieu Wadja Egnankou
Président
SOS - FORETS
22 BP 918 Abijan 22, Cote D'voire
Ivory Coast
Tél. : (225) 07769202 / (225) 05837735
sosforets@yahoo.fr/sosforets@hotmail.com

Joseph K. Fully
Directeur suppléant
Society for Conservation of Nature of
Liberia
Monrovia Zoo, Lakpazee, PO Box 2628,
Monrovia, Liberia
Tél. : (231) 6 512506 / 572377
scnlib2001@yahoo.com

Steve Garnett
Directeur des communications
Environmental Foundation for Africa
1 Beach Road, Lakka, Freetown PMB 34,
Sierra Leone
Tél. : 232 33 324 292
www.efasl.org.uk

Tommy Garnett
Directeur régional des programmes
Environmental Foundation for Africa
1 Beach Road, Lakka, Freetown PMB 34,
Sierra Leone
Tél. : (232) 76 684 832
tommygarnett@hotmail.com
www.efasl.org.uk

Gondo Gbanyangbe
Représentant du pays
Fauna & Flora International - Guinée
PO Box 2026 Conakry, Guinée
Tél. : (224) 60 543558
gbanyangbe@yahoo.fr
www.fauna-flora.org

Bryna Griffin
Coordonnatrice des subventions
Global Conservation Fund
1919 M Street, NW, Washington, DC
20036, USA
Tél. : (202) 912 1000
b.griffin@conservation.org

Rietje Grit
Directeur de service
UICN-NL
Plantage Middenlaan 2k, 1018 DD
Amsterdam, Holland
Tél. : (31) 20 626 1732
Rietje.grit@UICN.nl
www.UICN.nl

Guy Rondeau
Directeur de programme
Afrique Nature International
630 Robichaud, Charlesbourg, Qc, Canada
G1H 2K5
Tél. : 1-418-254-9084
Fax : 1-418-626-1549
g.rondeau@afnature.org
www.afnature.org

Owen Henderson
Animateur
South African National Biodiversity
Institute
Private Bag X7, CLAREMONT, 7735
South Africa
Tél. : +27 21 799 8872
www.sanbi.org

Ilka Herbringer
Directeur, représentant africain
Wild Chimpanzee Foundation (WCF)
C/O CSRS, 01BP1303,
Abijan 01, Ivory Coast
Tél. : (225) 23472799
Fax : (225) 23472799
herbringer@wildchimps.org
www.wildchimps.org

Kathryn Hunter
Coordonnatrice
Environmental Forum for Action
1 Beach Road, Lakka, Freetown PMB 34,
Sierra Leone
Tél. : 232 76 889 827
enforac@yahoo.com
www.gawa.nu

Son Excellence le Président Alhaji D^r.
Ahmad Tejen Kabba
Président de Sierra Leone
Gouvernement de Sierra Leone

Millicent Kallon
Adjointe administrative
Environmental Foundation for Africa
1 Beach Road, Lakka, Freetown PMB 34,
Sierra Leone Tél. : (232) 33 345 404
millikkay@yahoo.co.uk
www.efasl.org.uk

Batholomey Kamara
Directeur des forêts
National Commission on Environment and
Forestry
Sierra Leone
Tél. : 232 76 610 600

Kaiza Koker
Directeur des finances
Environmental Foundation for Africa
1 Beach Road, Lakka, Freetown PMB 34,
Sierra Leone
Tél. : 232 33 364599
tommykoker@yahoo.co.uk
www.efasl.org.uk

Sebogo Lamine
Directeur de programme
UICN/SSC/AFESG pour l'Afrique de
l'Ouest
UICN/SSC African Elephant Specialist
Group
C/O UICN-BRAO 01BP1618 Ouagadougou
01, Burkina Faso
Tél. : (226) 50331357
lamine.sebogo@UICN.org
www.UICN.org

Jean LaPierre
Conseiller technique - DNRF Guinée
USFS
Conakry, Guinée
Tél. : (224) 589475
lapierre_jean@yahoo.fr

Daniela Lerda
Directrice des subventions, Fonds de
Partenariat pour les Écosystèmes Critiques
1919 M Street, NW, Washington, DC
20036, USA
Tél. : (202) 912 1000
d.lerda@conservation.org
www.CEPF.net

Talabi Lukan
Représentant
CHECSIL
Sierra Leone
Tél. : 232 76-775279
checsil@yahoo.com

James Makor
Directeur principal
SAMFU
Fiamah Sinkor, Opp Liberia Christian
College, Monrovia, Liberia
Tél. : (231) 6 531 661
samfu1@yahoo.com
www.samfu.org

Nina Marshall
Directrice des subventions pour l'Afrique
Fonds de Partenariat pour les Écosystèmes
Critiques
P.O. Box 123, Heath, MA 01346, USA
Tél. : (413) 339-4756
n.marshall@conservation.org
www.CEPPF.net

Dan Martin
Administrateur principal délégué
Fonds de Partenariat pour les Écosystèmes
Critiques
1919 M Street, NW, Washington, DC
20036, USA
Tél. : (202) 912 1000
d.martin@conservation.org
www.CEPPF.net

Steve Morin
USAID
Guinée
SMorin@usaid.gov

Letla Mosenene
Conseiller technique en chef
Fauna & Flora International - Liberia
FFI - Liberia, Dennis Compound, Monrovia,
Liberia
Tél. : (231) 6 484198
lmosenene@yahoo.com
www.fauna-flora.org

Peter G. Mulbah
Directeur principal
Services du développement des compétences
et de l'agriculture
Divine Town, Oldroad Sinkor, Monrovia,
Liberia
Tél. : (231) 6 545 758
sads_inc@yahoo.com

Paulinus Ngeh
Coordonnateur, Afrique de l'Ouest
Birdlife International
PO Box 13252, Accra, Ghana
Tél. : (233) 21 665197
Fax : (233) 21 670 610
paulinus@africaonline.com.gh

Selete Nyomi
Directeur principal
Agoro Centre for International Learning and
Talent Development
PO Box 711, Cape Coast, Ghana
Tél. : (233) 208797710
snyomi@yahoo.com
www.kayesen.com/agoro

John Oates
Professeur / Consultant
Hunter College, USA
JOHNOATES1@aol.com

Yaw Osei-Owusu
Directeur des opérations
Conservation Internationale-Ghana
P O Box KA 30426, Accra, Ghana
Tél. : (233) 21 780906/ (233) 24 4277795
yosei-owusu@conservation.org
www.conservation.org

François Ouedraogo
Technicien, pigiste
Burkina Faso
Tél. : (226) 70200058

Monali Patel
Coordonnatrice des subventions pour
l'Afrique
Fonds de Partenariat pour les Écosystèmes
Critiques
1919 M Street, NW, Washington, DC
20036. USA
Tél. : (202) 912 1833
Fax : (202) 912 1045
m.patel@conservation.org
www.CEPF.net

Joseph Rahall
Directeur principal
Green Scenery
15 Mary Street, Sierra Leone
Tél. : (232) 22 226216
Fax : (232) 22 226216
gssl@sierratel.sl
www.greenscenery.org

Sheiku Imam Rogers
Directeur, Beautification, Rehabilitation &
Conservation (BRACO)
20 Ball Street, Freetown, Sierra Leone
Tél. : (232) 76 938514

Richard S. Sambalah
Consultant/Directeur de programme
Fauna & Flora International/ FACE
!0th Street/Russell Avenue, Sinkor, P. o.
Box 111, Monrovia, Liberia
Tél. : 231 6 5223568 / 542831
face1998lib@yahoo.com /
sambolah12@yahoo.com

Massalatchi Mahaman Sani
Coordonnateur MIKE pour l'Afrique de
l'Ouest
UICN/CITES MIKE Program
01 BP 1618 Ouagadougou 01
Burkina Faso
Tél. : (226) 76600612 /
(226) 50331612
massalatchisani@citesmike.org
www.citesmike.org

Edward Sesay, directeur de l'éducation
Environmental Foundation for Africa
1 Beach Road, Lakka, Freetown PMB 34,
Sierra Leone
Tél. : 232 33 452 553
emfordsay@yahoo.com
www.efasl.org.uk

Mariama Sesay
Représentante
Maire, Conseil de Freetown City
Sierra Leone

D.D. Siaffa
Directeur principal
Conservation Society of Sierra Leone
2 Pyke Street, Brookfields, Freetown
Sierra Leone
Tél. : (232) 33 532469 / (232) 76 674955
Fax : (232) 22 224439
ddsiaffa@yahoo.co.uk

Linus Siakor
Correspondant environnemental
Agence des Nations Unies pour les réfugiés,
Sierra Leone
Tél. : 41 22 739 8111 (switchboard)

Silas Siakor
Directeur, développement soutenu
Institute Woods Compound, Smythe Road,
Old Road, Monrovia, Liberia
Tél. : (231) 77 206702 / 6 482198
director@sdliberia.org
www.sdliberia.org

Claudina Skran
Titulaire de bourse Fulbright
Université Lawrence, États-Unis
skranc@lawrence.edu

Erickson Sosokoneh
Adjoint aux communications
Environmental Foundation for Africa
1 Beach Road, Lakka, Freetown PMB 34,
Sierra Leone
Tél. : 232 33 326 615
sosokoneh@yahoo.com
www.efasl.org.uk

Purbasari Surjadi
Directeur des subventions pour Sumatra,
Fonds de Partenariat pour les Écosystèmes
Critiques
Pejaten Barat 16A..Kemane, Jakarta
Indonésie
Tél. : (6221) 78538624
Fax : (6221) 7800265
p.surjadi@conservation.org

Ibrahim Thiaw
Directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest
UICN
01 BP 1618 Ouagadougou 01
Burkina Faso
Tél. : (226) 50307561
Fax : (226) 50328500
ibrahim.thiaw@UICN.org
www.UICN.org

Anyaa Vohiri
Directeur
Fauna & Flora International - Liberia
Dennis Compound, Nelson Lane, Mamba
point
Liberia
Tél. : (231) 6514013
vohiri@yahoo.com
www.fauna-flora.org

Evy Wilkins
Consultant en développement de projet
Environmental Foundation for Africa
1 Beach Road, Lakka, Freetown PMB 34,
Sierra Leone
Sierra Leone
(232) 33 433 785
evy_wilkins@yahoo.com
www.efasl.org.uk

Arthur Williams
Directeur des activités mobiles
Friends of the Earth Sierra Leone
33 Robert Street, Freetown, Sierra Leone
Tél. : (232) 30 270962
Fax : (232) 224439
foesl@sierratel.sl /
militunde2003@yahoo.com
www.onesky.ca/foesl/

Ralph A. Woods
Directeur principal
Concerned Environmentalists... (CEEb)
4th Street, Sinkor (EPA Building),
Monrovia, Liberia
Tél. : (231) 7 7035466
ceebliberia@yahoo.com

Fiona Wright
Stagiaire en éducation sur l'environnement
One Sky - Canadian Institute for Sustainable
Living
Sierra Leone
Tél. : (001) 250-877-6030
fiona@onesky.ca
www.onesky.ca

**Fonds de Partenariat pour les
Écosystèmes Critiques**

Conservation Internationale
1919 M Street NW
Suite 600
Washington DC 20036
CEPF@conservation.org

Dès janvier 2007
Conservation Internationale
2011 Crystal Drive
Suite 500
Arlington, VA 22202
CEPF@conservation.org

www.cepf.net